



Munich Personal RePEc Archive

Continuity and reconstitution of Russian agrarian regimes during a century

Yefimov, Vladimir

Independent researcher

2001

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/54585/>
MPRA Paper No. 54585, posted 19 Mar 2014 14:35 UTC

Continuité et recomposition des régimes agraires russes dans le siècle

Vladimir YEFIMOV*

Les trois institutions principales agraires russes sont présentes en Russie à partir de XVI^e siècle jusqu'à nos jours, en se transformant mais en conservant un « noyau dur ». Ce sont le domaine, l'exploitation paysanne, et la communauté rurale. Les transformations de ces institutions se passent selon le cycle suivant : idéologie, législation et fonctionnement des institutions. Au début ainsi qu'à la fin de 20^{ème} siècle, les réformes agraires russes étaient fondées sur l'idéologie libérale, mais dans les deux cas elles ont été rejetées par la persistance du noyau dur.

The three principal Russian agrarian institutions are present in Russia beginning from the XVIth century up to now, undergoing transformations but preserving a "hard core". They are the estate, the peasant farm and the rural community. Transformations of these institutions take place according to the following cycle: ideology, legislation and functioning of institutions. At the beginning as well as at the end of the 20th century, Russian agrarian reforms were based on liberal ideology, but in both cases they were rejected by the persistence of the hard core.

1. Introduction

Le trait principal de la décennie qui vient de s'écouler en ce qui concerne les transformations de l'agriculture russe est une surprenante stabilité de ses institutions héritées de l'époque soviétique (exploitation collective, exploitation du ménage, administration régionale (*rayon* - district). Pour comprendre ce phénomène, l'approche de la «dépendance d'itinéraire» («*path dependence*») est utilisée dans cette étude pour identifier les sources de cette stabilité dans l'évolution séculaire des idées et des institutions agraires.

Les institutions et les idéologies qui les supportent forment les régimes agraires¹ qui représentent une dimension des systèmes agraires². Les transformations des institutions agraires se déroulent suivant des cycles. Ces cycles peuvent être présentés de la façon suivante : le

* Institut Universitaire d'Etudes du Développement de l'Université de Genève, mail : vladimir.yefimov@wanadoo.fr

¹ L'auteur est reconnaissant au Professeur Marcel Mazoyer pour la suggestion d'utiliser ce terme et pour les multiples discussions à propos des idées exposées dans cet article.

² « On pourrait définir un système agricole comme une combinaison caractéristique de variables essentielles, à savoir :

- le milieu cultivé : milieu originel et transformations historiques acquises ;
- les instruments de production : outils, machines et matériels biologiques (plantes cultivées, animaux domestiques), et de la force de travail social (physique et intellectuelle) qui les met en oeuvre ;
- le mode d'artificialisation du milieu qui en résulte (reproduction et exploitation de l'écosystème cultivé) ;
- la division sociale du travail entre agriculture, artisanat et industrie qui permet la reproduction des instruments de travail, et par conséquent ;
- le surplus agricole, qui au-delà des besoins des producteurs agricoles, permet de satisfaire les besoins des autres groupes sociaux ;
- les rapports d'échange entre ces branches associées, les rapports de propriété et les rapports de force qui règlent la répartition des produits du travail, des biens de la production et des biens de consommation et les rapports d'échange entre systèmes (la concurrence) ;
- enfin, l'ensemble des idées et des institutions qui permettent d'assurer la reproduction sociale : production, rapport de production et d'échange, répartition du produit ... » (Mazoyer, 1987, cité par Dufumier (1996) pp.58,59). C'est le dernier type de variables (idées et institutions) qui est étudié dans cet article.

fonctionnement des institutions³ provoque des réactions des différents acteurs qui s'expriment dans les idéologies⁴ ; les idéologies se font une concurrence d'influence, et pour une raison ou une autre, une de ces idéologies détermine le contenu d'une législation qui est créée pour résoudre les problèmes du fonctionnement des institutions ; la nouvelle législation influence (et non pas détermine) le fonctionnement des institutions avec les anciens et/ou nouveaux problèmes, et on revient au point initial du cycle. Une législation ne détermine pas le fonctionnement des institutions car les règles à la base des institutions peuvent être formelles et informelles⁵. Pour comprendre les complémentarités et les rejets des règles formelles et informelles, il faut analyser la dynamique de ces liaisons car les réalités socio-économiques ont une grande force d'inertie. Dans l'histoire russe moderne, on peut distinguer cinq bouleversements du régime agraire. Le premier bouleversement est la réforme du système seigneurial par Alexandre II, réforme contenant l'abolition du servage en 1861 ; le deuxième est la réforme de Stolypine de 1906 ; le troisième est la Révolution de 1917 ; le quatrième est la collectivisation des années 1930 et le dernier est la réforme agraire post-soviétique des années 1990. Chacun de ces bouleversements est passé par le cycle : idéologie, législation et fonctionnement des institutions.

Les trois institutions principales agraires russes sont présentes en Russie à partir de XVI^e siècle jusqu'à nos jours, en se transformant mais en conservant un « noyau dur ». Ces trois institutions sont le domaine (*pomiestie*), l'exploitation paysanne (*kriestianskoye khoziaystvo*), et la communauté rurale (*obchtchina*). Ce noyau dur peut être caractérisé de la façon suivante :

1. L'élément de base de ce noyau dur est l'exploitation paysanne, qui est l'unité économique du foyer dans laquelle la production est orientée tout d'abord vers l'autoconsommation.
2. Chaque foyer habitant dans un village est automatiquement membre de la communauté rurale de ce village ou d'une plus grande communauté rurale qui comprend plusieurs villages.

³ « Les institutions sont définies ici comme les règles faites par les hommes qui contraignent l'éventuel comportement arbitraire et opportuniste dans l'interaction humaine. Les institutions sont partagées par une communauté et se font toujours respecter (*enforced*) par quelques sanctions. » (Kasper et Steit, 1998, p. 28) Les institutions établissent une structure stable (mais pas nécessairement efficace) de l'interaction humaine (North, 1990, p. 6).

⁴ L'idéologie peut être définie à partir des notions de croyance et de valeurs (croyances de caractère normatif) : « On parlera d'idéologie lorsqu'un système de valeurs ou plus généralement de croyances, d'une part ne fait pas appel aux notions de sacré et de transcendance, d'autre part traite particulièrement de l'organisation sociale et politique des sociétés ou, plus généralement, de leur devenir. » (Boudon et Bourricaud, 1994, p.296). Pierre Ansart définit l'idéologie comme un « système de significations, de représentations et de valeurs propres à un groupe social, concernant l'organisation et les normes, les légitimant ou contestant, et participant à la régulation des attitudes et des comportements. » (Akoun et Ansart 1999, p.265). Les idéologies agraires sont présentes dans toutes les sociétés et influencent d'une part la vie quotidienne des paysans et d'autre part les politiques agraires des pays. L'idéologie agraire américaine du 19^e siècle et du début du 20^e siècle (l'« agrarianisme » de Jefferson) peut servir de bon exemple. (Knutson et al., 1983, p. 6)

⁵ « Bien que les règles formelles puissent changer du jour au lendemain comme résultat de décisions politiques ou juridiques, les contraintes informelles incarnées dans les coutumes, traditions et codes de comportement sont beaucoup plus insensibles aux politiques délibérées. Ces contraintes culturelles ne relient pas seulement le passé avec le présent et le futur, mais nous donnent la clé pour comprendre le chemin (*path*) du changement historique. » (North, 1990, p. 6) « Les contraintes informelles sont importantes en elles-mêmes (et non seulement comme suppléments aux règles formelles) <...> même la Révolution Russe qui est peut-être la plus complète transformation formelle d'une société que nous connaissons, ne peut pas être complètement comprise sans l'exploration de la survivance et de la persistance de beaucoup de contraintes informelles. » (North, 1990, p. 37)

3. Chaque communauté rurale dépend du domaine sur les terres duquel elle se situe. Le choix de son chef par la communauté et son comportement sont très influencés par le chef du domaine.
4. Les terres du domaine sont mises à la disposition des communautés rurales. Elles ne peuvent pas être ni vendues ni achetées.
5. La communauté rurale a deux rôles : mécanisme de survie de ses membres et mécanisme de gestion du domaine et d'accomplissement des obligations envers l'Etat. En tant que mécanisme de survie, elle distribue la terre attachée à la communauté et/ou les produits de cette terre cultivée ensemble entre les exploitations paysannes des foyers de la communauté. Dans le cadre de son deuxième rôle, elle organise la réalisation des objectifs du domaine et de l'Etat.
6. Le chef de domaine est le représentant de l'Etat sur le territoire du domaine.

Les transformations de ces trois institutions au 20^{ème} siècle sont analysées dans cet article avec le seul but de comprendre la dernière étape de ces transformations, celle des années 1990**.

Au début ainsi qu'à la fin du 20^{ème} siècle, des chocs économiques et politiques majeurs eurent lieu en Russie, dans une grande mesure à cause de l'existence du problème aigu de l'approvisionnement alimentaire pour la majorité de la population. Au début du siècle, c'était le problème de survie (la campagne était à la limite de la famine) de la plus grande partie des paysans résultant du manque de terres à cultiver pour se nourrir et de l'inefficacité économique du système communautaire. À la fin de 20^{ème} siècle, c'est l'incapacité du système des kolkhozes-sovkhozes à nourrir les villes qui a obligé constamment l'U.R.S.S. à faire de grands achats à l'étranger d'alimentation, engendrant la dépendance alimentaire et l'endettement de cette dernière.

2. Régime agraire russe au début du 20^{ème} siècle : son origine et sa situation contradictoire et non-durable

Il faut faire débiter l'analyse évolutive du régime agraire russe à l'époque d'Ivan IV le Terrible parce que c'est sous son règne (1547 – 1584) que les trois institutions agraires fondamentales russes (le domaine, l'exploitation paysanne et la communauté rurale) ont été « génétiquement » déterminées. La particularité de ce régime consistait dans le fait que le seul propriétaire de la terre était le Tsar (l'Etat) qui donnait en possession temporaire les domaines (les terres et les paysans vivant sur ces terres) aux hommes de service (nobles, seigneurs - *pomiechtchiki*). Les paysans organisés dans les communautés rurales n'étaient pas libres. Le statut des seigneurs et des paysans (serfs) était en quelque sorte semblable : les deux étaient les « esclaves », la « propriété » du tsar, comme l'était la terre du domaine. Le tsar protégeait les paysans contre les maltraitances des seigneurs. C'est à cette époque que la communauté rurale, qui était probablement une institution très ancienne, est devenue subordonnée à l'Etat et aux seigneurs. Les exploitations paysannes sur les terres des domaines servaient d'une part à payer les redevances aux seigneurs et les impôts à l'Etat, et d'autre part à la survie des paysans. Ce régime agraire peut être appelé le régime « domanial ». On peut dire que, depuis cette époque, l'institution du domaine était l'unité principale de contrôle dans le système agraire national, l'institution de l'exploitation paysanne servant pour le maintien de la population rurale (main d'œuvre et soldats), et l'institution de la communauté rurale étant utilisée par les « nobles » (seigneurs) pour gérer leurs domaines et par l'Etat pour assurer la collecte des impôts. La garantie de la bonne collecte des redevances et des impôts était la caution solidaire des membres de la communauté.

Sur une partie des terres agricoles du domaine les paysans effectuaient les corvées, l'autre partie servant à l'usage de la communauté rurale. Les pâturages étaient utilisés en commun et les

** L'analyse de la réforme agraire russe des années 1990 est principalement basée sur les différentes enquêtes effectuées par l'auteur de 1995 à 2000 dans le cadre de projets du programme Tacis de l'Union Européenne.

terres arables étaient distribuées par la communauté entre les familles paysannes. Chaque famille paysanne utilisait deux types de lopins : l'enclos attenant à l'habitation (*ousadebnyi nadiel*) et le lot de champs en dehors du village (*polevoy nadiel*). L'enclos est un lopin de terre sur lequel se trouve la maison du paysan avec l'étable pour ses animaux, ainsi que son potager, et peut-être un petit verger. Le lot de champs est un ou plusieurs lopins de terre, en dehors du village, dans les champs utilisés individuellement par la famille paysanne. La redistribution ponctuelle de terres entre les foyers de la communauté s'effectuait en fonction du nombre de travailleurs dans le foyer. La communauté rurale fonctionnait suivant le droit coutumier et aucune législation n'existait à ce sujet jusqu'à 1861.

Sous les règnes de Pierre III (1762) et de Catherine II (1762 – 1796), ce régime domanial fut transformé dans un régime « seigneurial » dans lequel la terre a cessé d'être la propriété exclusive de l'Etat et est devenue la propriété privée des seigneurs⁶. De cette façon, l'institution du domaine a évolué, mais les institutions de l'exploitation paysanne et de la communauté rurale restèrent pratiquement inchangées. Dans le cadre de ce système, le seigneur continuait d'être le représentant de l'Etat sur le territoire de son domaine, en exécutant dans celui-ci les fonctions de police en dépit du fait qu'il n'était plus déjà officiellement un fonctionnaire de l'Etat.

La propriété privée de la terre des seigneurs n'était jamais légitime aux yeux des paysans russes : « Nous sommes les tiens, disaient-ils aux seigneurs, mais la terre est la nôtre » ; « La terre est la propriété de personne en particulier, mais de Dieu ». « Selon l'idéologie juridique de servage les terres étaient depuis toujours la propriété des tsars, c'est-à-dire de l'Etat. Le tsar laissait cette terre aux paysans, puis il laissait les paysans avec la terre (ou la terre avec les paysans) aux nobles. Les paysans devaient nourrir les nobles pour que ceux-ci fussent en état de servir le tsar. Les nobles devaient servir le tsar, et ce service était le devoir de la noblesse, seul et unique fondement, dans l'idéologie du servage, du droit de la noblesse à être nourrie par les paysans installés sur les terres, c'est-à-dire « posséder » ces terres » (Léontovitch, p.172). Les paysans espéraient toujours obtenir la liberté et la terre⁷.

L'abolition du servage par Alexandre II fut promulguée dans le Manifeste du 19 février 1861. Toutefois, l'idéologie qui a déterminé la législation de la réforme d'Alexandre II était l'idéologie seigneuriale⁸. Voilà pourquoi cette législation était dans une grande mesure la

⁶ Sous le règne de Pierre III, par le Manifeste du 18 février 1762, les nobles ont été libérés du service militaire obligatoire et sous Catherine II le système de la propriété foncière du domaine a été modifié dans par Charte pour la noblesse de 1785. Suivant cette charte, les nobles ne doivent aucun service civil ou militaire à l'Etat ; ils sont exemptés d'impôts et soustraits aux châtiments corporels ; dorénavant, ils ont seuls le droit de posséder des terres cultivées par des serfs sur lesquels ils disposent de droits absolus : leurs paysans sont ainsi privés de tout recours devant l'administration impériale. (Conte, 1991, p. 90)

⁷ Les rumeurs à propos des lois de la Tsarine concernant d'éventuels avantages en faveur des paysans circulaient activement. Le décret (*'oukaze'*) du Sénat du 22 août 1767 a eu pour objectif de dissiper ces rumeurs. « Le Sénat gouvernant, ayant reçu cette mission de Sa Majesté Impériale et se préoccupant à conserver dans l'Etat l'ordre établi, et surtout de préserver les intérêts de ceux, qui, n'ayant pas une connaissance suffisante des lois, ajoutent foi aux rumeurs inventées par des hommes mal intentionnés, <...> estima nécessaire de promulguer encore une fois par ce décret de sa Majesté Impériale, que les gens et les paysans des seigneurs (*pomechtchiki*) ne doivent pas croire en aucune façon à ces fausses nouvelles et doivent avoir au contraire une obéissance et une subordination parfaite à l'égard de leurs *pomechtchiki* comme cela avait été depuis longtemps et sans modification ordonnée par des lois les Ancêtres Autocrates de sa Majesté Impériale, en ordonnant que ceux qui oseraient susciter les gens et les paysans à désobéissance à l'égard de leurs seigneurs fussent immédiatement arrêtés <...> Au cas où, même après la publication de ce décret de sa Majesté Impériale, des gens et des paysans ne voudront pas obéir à leurs seigneurs et oseront <...> adresser des plaintes contre leurs seigneurs, surtout personnellement à sa Majesté Impériale, les pétitionnaires ainsi que ceux qui composent ces pétitions seront punis par le fouet et envoyés directement et pour toujours à Nerchinsk (travaux forcés) » (Miller, 1926, p. 379,380).

⁸ «Augmenter durablement les revenus des seigneurs ; assurer les avantages des paysans, parce que cela est nécessaire à la réalisation de ces revenus : ces deux idées constituent le fond de la pensée seigneuriale en matière d'économie domaniale à cette époque ». (Confino, 1963, p.131)

formalisation du droit coutumier fixant les règles de fonctionnement des trois institutions (le domaine, l'exploitation paysanne et la communauté rurale) qui existaient avant la réforme. Cette législation a créé une base du droit paysan russe qui était différent du droit civil valable pour tous les autres ordres. Ce droit a été renforcé sous le règne d'Alexandre III avec l'achat par le gouvernement des obligations des paysans envers les seigneurs. " La loi du 14 décembre 1893, qui compliquait à l'extrême toute aliénation des dotations foncières et rendait presque impossible de sortir des communautés rurales. C'est encore en vertu de cette loi que la limitation du droit des paysans à disposer de leurs terres ne fut pas levée, en dépit du remboursement complet de l'argent du rachat⁹ ". (Leontovitch, 1986, p.171) Les éléments principaux de ce droit paysan sont les suivants : chaque paysan doit être membre d'une communauté rurale ; les membres de ces communautés sont mutuellement garants du paiement des impôts et de l'exécution des autres obligations ; la terre qui était attribuée au paysan ne pouvait devenir sa propriété privée.

Ce droit spécial correspondait à la mentalité des paysans russes, mais ils n'étaient pas d'accord avec la propriété privée des terres par les seigneurs. A partir de leur idéologie, « il n'est pas étonnant que les paysans en soient restés à leur ancienne opinion, que les parcelles qui leur sont attribuées font partie de l'immense fonds agraire de l'Etat, qui les leur laissait, comme il le faisait depuis des siècles. Pour eux, l'émancipation consistait à être libérés du fardeau des corvées et du paiement de la redevance aux seigneurs. A leur sens, ce n'eut été que justice: les seigneurs n'étaient-ils libérés du service obligatoire de l'Etat depuis longtemps, depuis 1762 et 1785 ? Et depuis, lorsqu'ils entraient librement au service de l'Etat, ils en tiraient un salaire, qui leur était versé en argent liquide. Ils n'avaient donc plus besoin d'être nourris par les paysans. Mais en ce qui concernait la situation juridique des terres, rien n'avait changé. Tout était resté en l'état. La terre appartenait au tsar, le paysan la cultivait, il était donc naturel que l'Etat abandonnât la terre aux paysans. » (Leontovitch, 1986, p.172-173)

Le fonctionnement des institutions agraires après l'abolition du servage s'est révélé inefficace. Les domaines dans l'environnement capitaliste se ruinaient, et les exploitations paysannes organisées dans les communautés rurales ne produisaient pas assez de nourriture pour la population, à cause de l'inefficacité économique du système et du manque de terres attribuées aux paysans par la réforme, ainsi que du fait de la lourdeur des conditions de rachat des terres auprès des seigneurs ou de l'Etat.

Les paysans n'étaient pas satisfaits de cette réforme. Les charges continuaient à être trop lourdes et les terres éligibles au rachat étaient trop insuffisantes. Les deux décrets suivants répondaient à l'objectif d'alléger le poids de la réforme agraire supporté par les paysans : le premier Décret du 28 décembre 1881 abolit les conditions de dépendance formelle des paysans restés en position d'obligation envers les seigneurs, en conservant la nécessité des conditions de rachat de la terre par ces paysans, et le second Décret du 28 décembre 1881 établit une diminution des paiements des rachats (Fedorov, 1994, p. 459 - 461). Ces mesures ne sont néanmoins pas arrivées à satisfaire la paysannerie russe, et à partir de 1902 des troubles paysans se produisirent pour arriver à une vraie " jacquerie " en 1905. Avec le Manifeste du 3 novembre 1905, " De l'amélioration, du bien-être et du soulagement de la situation de la population paysanne ", les paiements des rachats des terres ont été diminués de moitié à partir du 1er janvier 1906, puis annulés totalement à partir du 1er janvier 1907.

La révolution russe de 1905 a rendu évidente la nécessité du changement de la situation des paysans. La paysannerie durant cette révolution a exprimé son exigence de la nationalisation de la terre comme moyen de liquidation radicale de la propriété des terres par les seigneurs et du transfert de toutes les terres " à l'usage de ceux qui la cultiveront par leur propre travail ". Ce sont les termes repris par les auteurs du " Projet foncier des 104 " proposé à la Douma d'Etat le 23 mai 1906 (Danilov, 1992, p.318). Mais le changement proposé par le gouvernement a pris une autre direction.

⁹ Cette loi ne permet le rachat de la propriété communautaire (en propriété individuelle par des membres de la communauté) qu'avec accord de la communauté.

3. Reforme agraire libérale du debut du 20me siècle

En 1904 le président du Comité des ministres, S.Witte, a publié un programme libéral pour la solution du problème paysan. Ce programme servit de fondement aux célèbres lois agraires promulguées par le gouvernement de Stolypine (Premier Ministre russe de l'époque) après la révolution de 1905. (Leontovitch, 1986, p.185) Dans son programme, Witte a inclus les propositions suivantes : supprimer les organes judiciaires et administratifs propres à l'ordre des paysans ainsi que les dispositions pénales spéciales ; les relations de droit privé entre les paysans devaient être réglementées par les lois civiles générales ; le paysan devait recouvrer le droit de quitter la communauté rurale tout en conservant, à titre de propriété, la part foncière qui lui revenait dans le cadre de la communauté rurale ; les terres des enclos devaient devenir la propriété privée des maîtres de maison ; toutes les entraves mises à la liberté de déplacement devaient être levées. (Leontovitch, 1986, p.191) Plus tard il écrit dans ses mémoires: « La cause principale de notre révolution réside dans le retard qu'a pris le développement du principe d'individualité et donc de la conscience de la propriété ainsi que l'exigence d'un sentiment civique et en particulier de la liberté civile. » (Leontovitch, 1986, p. 193)

L'objectif annoncé dans le Décret du 9 novembre 1906 était la transformation de la paysannerie russe en une classe de propriétaires fonciers et la liquidation de la communauté rurale. Pourtant, la réforme prévoyait la réalisation de cet objectif sans toucher aux intérêts des grands propriétaires terriens (seigneurs). Le résultat de la reforme de Stolypine fut en réalité très modeste, car celle-ci se heurta à l'hostilité des paysans russes dans leur grande majorité au Décret du 9 novembre 1906. Le nombre des paysans individuels " sortis de la communauté ", propriétaires de leurs terres en 1905 était de 23% ; le nombre de ces paysans en 1916 était de 30 - 33% (Danilov, 1992, p. 317), et leurs exploitations n'occupaient que 25 à 27 % des terres (Danilov, 1990, p. 290). Les institutions du domaine, de l'exploitation paysanne et de la communauté rurale restaient dans une grande mesure inchangées.

Un large spectre idéologique de partis politiques accompagnait la réforme de Stolypine.

Les partis de droite estimaient que l'agriculture efficace devait être la combinaison bien réfléchie des grandes et petites propriétés. Pour ces partis, le caractère sacré de la propriété de la terre était inviolable et l'amélioration des conditions de vie de la population rurale devait passer par d'autres mesures, parmi lesquelles la plus importante était l'introduction de la propriété complète au lieu de la possession temporaire, de la propriété personnelle au lieu de la propriété communautaire. En outre, ces partis préconisaient de contribuer à la création de petites propriétés foncières en dehors des villages. Ils souhaitaient favoriser l'instauration du crédit accessible aux agriculteurs : sur le long terme (hypothécaire) et sur le court terme, pour favoriser les migrations, pour l'amélioration des exploitations, dans des établissements de petits crédits ruraux, sous forme de sociétés, de caisses ou de banques. Ils souhaitaient en outre favoriser la dissémination des connaissances agricoles dans les écoles, au travers de stations expérimentales, d'exploitations modèles, de conférences publiques, avec l'aide d'instructeurs dans diverses spécialités et des publications. A leur sens, l'Etat devait s'occuper de la régulation des relations de bail, de l'installation de stockages publics pour l'achat des céréales aux paysans, et de l'octroi de prêts à ces derniers, ce qui devait libérer les agriculteurs de l'exploitation des intermédiaires et régulariser les exportations. Suivant ces partis, l'Etat devait aider les paysans et tous les petits agriculteurs à instaurer des sociétés de consommation (coopératives) ainsi que pour l'achat des animaux et du matériel. Les partis de droite prévoyaient de favoriser l'achat par les paysans des terres auprès des propriétaires privés, suivant accord mutuel, par l'intermédiaire d'une banque foncière paysanne. Ils encourageaient également l'immigration sur les terres libres appartenant à l'Etat et l'achat de ces terres à des conditions favorables. L'aliénation forcée des terres des propriétaires privés était considérée comme une mesure extrême à n'utiliser que lorsque toutes les autres mesures d'aide à la population se seraient réellement insuffisantes, mais elle devait s'accompagner de compensations établies par le pouvoir législatif, la plupart des partis de la

droite envisageant d'effectuer ces compensations au prix du marché (Tchernoïvanov, 2000, pp. 38 – 41, 78 – 80, 104 – 105, 112 – 114).

Le parti constitutionnel démocratique (Cadets), qui a été fondé en octobre 1905, se rangeait à l'aile gauche du mouvement libéral. Le modèle de régime politique de ce parti était la Grande-Bretagne où le monarque régnait mais ne gérait pas. Le programme des Cadets visait la transformation de la Russie en une démocratie de type européen. Après sa création, le parti est devenu très populaire et avait beaucoup d'adhérents et de sympathisants mais principalement dans les villes. Dans la première Douma d'Etat (1906), ce parti jouait un rôle prédominant. Le programme agraire de ce parti prévoyait l'augmentation des surfaces utilisées par la population, en distribuant aux paysans sans terre et aux petits propriétaires les terres de l'Etat, ainsi que des terres confisquées aux grands propriétaires, cette confiscation s'accompagnant toutefois d'une compensation juste mais non au prix du marché.

Le projet des principales positions de la réforme agraire de ce parti discutée au 3ème Congrès des Cadets tenu les 24 et 25 avril 1906, décrivait le mécanisme d'augmentation des surfaces utilisées par les familles paysannes sans terre ou avec très peu de terres¹⁰. La discussion à propos de ce projet au 3ème Congrès de ce parti révèle les raisons profondes des orientations du programme. Beaucoup de participants à ce congrès se caractérisaient comme partisans de la nationalisation mais ne voulaient pas vraiment l'inclure formellement dans le programme. Les délégués comprenaient bien que leur succès aux élections dépendent énormément des paysans. Voilà pourquoi leur programme devait correspondre aux formes de solution de la question foncière qui mûrissaient dans la conscience paysanne. Pratiquement unanimement, les délégués supportaient l'idée de la remise des terres en jouissance aux paysans sans terre et non en propriété, afin que la solution finale de la question foncière reste ouverte. Plusieurs délégués justifiaient l'absence dans le programme des points concernant la communauté rurale et la coopération agricole en disant qu'il s'agissait de détails pour lesquels il n'y avait pas de place dans le programme général. (Tchernoïvanov, 2000, pp. 314-343).

Le parti des socialistes révolutionnaires (PSR) était partisan du socialisme paysan en Russie. Les membres de ce parti pensaient qu'en Russie la base traditionnelle pour le socialisme existait et cette base était la communauté rurale (Perrie, 1976). Dans son programme de 1906 (Immonen, 1988), le parti des socialistes révolutionnaires déterminait de la façon suivante sa plate-forme agraire : « Dans les questions de réorganisation des relations foncières, le PSR s'empresse de s'appuyer, dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre les principes bourgeois de la propriété, sur les opinions concernant le travail, sur les manières de voir, les traditions et les formes communautaires, de la vie de la paysannerie russe, et surtout sur la conviction que la terre n'est à personne et que le travail seul donne le droit à son usage » (Tchernoïvanov, 2000, p. 31). Ce parti plaidait l'idée d'une socialisation de la terre, ce qui signifiait la mise hors circulation marchande de celle-ci et la transformation de la propriété privée des individus et groupes particuliers en un bien public. Il proposait que toutes les terres soient gérées par des organes centraux et locaux d'autogestion populaire à partir des communautés rurales et citadines

¹⁰ « Dans chaque province, chaque district ou chaque partie de district, une taille normale de terres par famille est déterminée dans les limites disponibles du fonds foncier et des migrations volontaires éventuelles. Chaque famille doit avoir une portion de terres non inférieure à cette taille. Il est hautement désirable d'augmenter cette taille jusqu'à la norme de consommation, c'est-à-dire jusqu'à une taille qui, dans les conditions locales et en prenant en considération les revenus éventuels en dehors de l'agriculture, serait suffisante pour couvrir les besoins moyens en nourriture, vêtements, habitat et le paiement des impôts... Pour fournir les terres nécessaires à la population agricole, un fonds foncier d'Etat est créé aux dépens des terres de l'Etat, de l'Eglise, des monastères ainsi que des terres aliénées pour cet objectif d'institutions et de personnes privées <...> Les terres soumises à cette aliénation sans restriction sont : a) Les terres qui excèdent une taille supérieure déterminée par la législation pour chaque endroit. b) Toutes les terres qui sont habituellement louées pour de l'argent ou pour une compensation sous forme de récolte ou de travail, ainsi que les terres qui sont exploitées préférentiellement par les paysans employés avec leurs matériels. c) Les terres non cultivées si les institutions foncières confirment leur utilité pour l'agriculture <...> Les terres du fonds foncier d'Etat sont attribuées en jouissance à long terme suivant détermination par les organes compétents. Il est défendu de céder ces terres à des tiers. » (Tchernoïvanov, 2000, pp. 310-313).

jusqu'aux institutions provinciales et centrales. « L'usage de la terre doit être égalitaire, sur la base du travail, c'est-à-dire garantir une norme de consommation sur la base de l'utilisation de son propre travail individuel ou collectif. » (Tchernoivanov, 2000, p. 31). Le PSR comptait confisquer les terres sans compensation pour les propriétaires terriens, qui n'auraient eu que le droit à un support social pour s'adapter pendant le temps de cette transformation.

Dans l'idéologie de *la sociale-démocratie russe* en général et dans sa partie agraire en particulier, il faut bien sûr distinguer l'idéologie bolchevique et l'idéologie menchevik. La différence entre ces deux idéologies a commencé à apparaître à la veille de la révolution russe de 1905, mais au départ l'idéologie agraire de la sociale-démocratie russe était juste la réflexion de l'idéologie marxiste (voir Annexe 1). Mais la situation a radicalement changé avec la révolution de 1905-1907, révolution dans une grande mesure paysanne qui a pris la forme d'une jacquerie dans les campagnes, avec des incendies de domaines des seigneurs, des événements sanglants et la confrontation avec la police montée. Le Parti Ouvrier Social-Démocrate russe (P.O.S.D.R.) a réagi à ces événements par un changement de son programme agraire. Le programme agraire a été reconsidéré au cours du 4ème Congrès du P.O.S.D.R. (avril – mai 1906) qui a reçu l'appellation de Congrès de l'Unification parce que les partis bolchevique et menchevik ont décidé de se réunifier après la scission.

Deux principaux programmes agraires ont été présentés à ce Congrès, l'un par Lénine de la part des Bolcheviques, et l'autre par Plekhanov de la part des Mencheviques.

La proposition de Lénine présentée sous une forme condensée est la suivante : « <...> notre programme agraire doit consister en trois parties principales : en premier lieu, la formulation de l'appel décisif à la ruée de la paysannerie révolutionnaire contre la propriété foncière des seigneurs ; en deuxième lieu, l'indication exacte des actions ultérieures que le mouvement social-démocrate peut et doit faire pour assurer les conquêtes paysannes et pour la transition de la victoire de la démocratie vers la lutte prolétarienne directe pour le socialisme ; en troisième lieu, les indications des tâches prolétaires de classe du Parti qui exigent une formulation claire, d'une façon plus insistante, avec l'approche de la victoire de l'insurrection paysanne. » (Quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., 1906, p. 513). A partir de ce concept, l'exigence principale du programme agraire du Parti proposé par Lénine était la confiscation des terres de l'Eglise, des monastères, de l'Etat et des seigneurs, et la création de comités paysans pour la gestion de fait des terres confisquées jusqu'au moment de l'installation par l'Assemblée Constitutive du nouveau régime foncier. Cela signifiait en fait la nationalisation totale de la terre. (Quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., 1906, p. 515).

Dans son discours au Congrès, Plekhanov explique la nécessité du changement de programme agraire du Parti de la façon suivante : « Maintenant, il nous faut comprendre que nous ne devons pas avoir peur du radicalisme des exigences agraires des paysans dans la question agraire. La réalisation de ces exigences n'arrêtera pas le développement du capitalisme, mais en même temps, il faut éviter la dualité qui est liée aux exigences paysannes. Dans ces exigences, il y a un élément que j'ai appelé dans mon journal 'l'élément chinois', et cet élément est la nationalisation de la terre <...> L'histoire agraire de la Russie ressemble plus à l'histoire des Indes, de l'Egypte, de la Chine, et des autres despotismes orientaux qu'à l'histoire de l'Europe Occidentale <...> Chez nous, <...> la terre avec ses possesseurs était asservie par l'Etat et le despotisme russe s'est développé sur la base de cet asservissement. Pour briser ce despotisme, il faut éliminer sa base économique. Voilà pourquoi je suis contre la nationalisation de la terre. » (Quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., 1906, pp. 58,59). Suivant Plekhanov la garantie contre la restauration du despotisme après la révolution pouvait provenir de la municipalisation de la terre avec des organes d'autogestion publique. (Quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., 1906, p. 61).

La divergence des deux programmes en ce qui concerne la nationalisation et la municipalisation était renforcée par leur désaccord sur la nature de l'activité révolutionnaire du Parti. « Notre Parti, dit Plekhanov, vit maintenant un moment extrêmement sérieux. C'est le destin de notre Parti, et avec lui de tout notre pays, qui dépend dans une grande mesure de la

décision que vous prendrez aujourd'hui ou demain sur la question qui nous occupe (la question agraire). Et c'est parce que, dans le projet du camarade Lénine, on peut sentir non seulement son regard particulier sur notre question agraire mais tout le caractère de sa mentalité révolutionnaire. Blanquisme¹¹ ou marxisme : voilà la question dont nous décidons aujourd'hui. Le camarade Lénine a admis que son projet agraire est étroitement lié avec son idée de l'accaparement du pouvoir et je lui suis très reconnaissant pour cette sincérité. » (Quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., 1959, p. 139).

Dans le spectre idéologique des partis politiques au début du 20^{me} siècle, c'est l'idéologie du parti des Révolutionnaires Socialistes qui coïncidait avec l'idéologie populaire de la paysannerie russe : la terre n'appartient à personne ; elle n'appartient qu'à Dieu et elle ne peut être possédée que par celui qui la cultive.

3. Coexistence difficile entre le pouvoir soviétique et le régime communautaire

La Révolution d'Octobre de 1917 fut menée par les Bolcheviques qui reprisent temporairement l'idéologie des Révolutionnaires Socialistes, c'est-à-dire l'idéologie populaire de la paysannerie russe. Cette reprise fut décisive pour leur victoire. La législation nouvellement créée sur la base de cette idéologie, dont le premier acte législatif fut le décret « Sur la Terre », a généralisé le système communautaire sur l'ensemble de la terre agricole russe¹². L'institution du domaine a été supprimée et le fonctionnement des exploitations paysannes agrandies était coordonné par les communautés rurales conservées. La propriété privée de la terre était abolie et cette dernière était devenue de fait la propriété de l'Etat.

La Révolution de 1917 a donné aux paysans ce qu'ils réclamaient depuis des siècles. La période entre 1917 et la collectivisation de la fin des années 1920 et du début des années 1930 est une phase tout à fait remarquable dans l'évolution institutionnelle de l'agriculture russe quand toute la terre agricole était gérée par les communautés rurales. A partir de 1917, la socialisation et la redistribution des terres concernaient non seulement les terres des anciens seigneurs, de l'Eglise et de la Couronne, mais aussi les terres privées des paysans individuels. En 1927, 95,5% des terres étaient les terres communautaires des paysans cultivant individuellement leurs parts de ces terres.

L'idéologie agraire soviétique dans la période léniniste (1917-1924) a traversé deux étapes successives : la première correspondait au communisme de guerre et la deuxième à la NEP (Nouvelle Politique Economique).

L'idéologie agraire de la période du communisme de guerre est exposée notamment dans l'article de Lénine intitulé « Les précieux aveux de Pitirim Sorokine » publié dans le journal la « Pravda » en 1918. Citons ci-après deux passages les plus révélateurs de cet article : « Tout marxiste sait depuis longtemps cette vérité que les forces décisives dans la société capitaliste ne peuvent être que le prolétariat et la bourgeoisie, alors que tous les éléments sociaux qui se trouvent entre ces classes, et qui se rangent sous la rubrique économique de petite bourgeoisie, hésitent inévitablement entre ces forces décisives. » (Lénine, Oeuvres Choisies, Vol. 3., 1968, p.

¹¹ Louis Auguste Blanqui (1805 – 1881), révolutionnaire français qui, suivant la tradition marxisme, a propagé l'idée de l'accaparement du pouvoir au moyen d'un complot et d'une émeute, basé sur un groupe de révolutionnaires.

¹² Le Décret déclarait que « tous les citoyens de l'Etat russe qui désiraient cultiver par leur propre travail, en famille ou en société, avaient le droit à l'usage de la terre. Le travail salarié était interdit. La redistribution de la terre entre travailleurs était gérée par l'autogestion centrale et locale <...> Les formes d'usage de la terre pouvaient être différentes : individuelle, communautaire ou en coopérative, selon décision des villageois. La terre revenait au fonds public après la fin de l'usage. Le droit prioritaire d'usage de cette terre était réservé aux parents proches ou aux autres personnes désignées par celui qui avait abandonné la terre. Le coût des engrais et des améliorations apportées à la terre durant l'usage de celle-ci devait être remboursé (Ikonitskaya, 1999, p. 21). Tout le droit foncier soviétique avant la collectivisation était basé sur ce décret.

53). « A la campagne, notre tâche est d'anéantir le propriétaire foncier, de briser la résistance de l'exploiteur et du koulak¹³ spéculateur ; nous ne pouvons pour cela nous appuyer solidement seulement que sur les semi-prolétaires, sur la « paysannerie pauvre ». Mais le paysan moyen n'est pas un ennemi pour nous. Il a hésité, il hésite et il hésitera : le problème de l'action à exercer sur les hésitants n'est pas identique à celui du renversement de l'exploiteur et de la victoire sur l'ennemi agissant. Savoir parvenir à l'entente avec le paysan moyen – sans renoncer un seul instant à la lutte contre le koulak et en s'appuyant solidement sur la seule paysannerie pauvre – telle est la tâche de l'heure, car c'est précisément aujourd'hui que le revirement en notre faveur chez le paysan moyen est inévitable <...> » (Lénine, Oeuvres Choiesies, Vol . 3., 1968, p. 57).

La guerre civile terminée, les réquisitions de produits agricoles dans les campagnes n'assurant pas l'approvisionnement des villes et l'échelle de mise en pratique des communes, des sovkhoses, des artels et des TOZ¹⁴ ne se révélant pas satisfaisante (du fait de leur rejet par l'écrasante majorité de la paysannerie), le pouvoir soviétique est amené à substituer les réquisitions par la création de l'impôt en nature et en autorisant la libre disposition du reste des récoltes. C'est le point central de la nouvelle politique économique (NEP).¹⁵ Un an environ avant sa mort, en janvier 1923, Lénine écrit un article intitulé « De la coopération » Il proclame dans cet article que « lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise tout seul <...> En effet, le pouvoir d'Etat sur les principaux moyens de production, le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les

¹³ La lutte des classes et la suppression des classes d'exploiteurs étaient les idées centrales du bolchevisme. La haine envers les ennemis de classe, les koulaks, était présente dans les ouvrages de Lénine. Voici un passage cité par Staline dans son article 'Réponse aux camarades kolkhoziens' : « Les koulaks sont les exploiters les plus féroces, les plus brutaux, les plus sauvages ; ils ont maintes fois rétabli, comme l'atteste l'histoire des autres pays, le pouvoir des grands propriétaires fonciers, des tsars, des papes, des capitalistes. Les koulaks sont plus nombreux que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Cependant ils sont une minorité dans le peuple... Ces buveurs de sang se sont enrichis de la misère du peuple pendant la guerre, ils ont amassé de l'argent par milliers et par centaines de milliers en faisant monter les prix du blé et des autres produits. Ces scorpions se sont engraisés aux dépens des paysans ruinés par la guerre, aux dépens des ouvriers affamés. Plus l'ouvrier souffrait de la faim dans les villes et les usines, et plus ces sangsues se gorgeaient du sang des travailleurs, plus elles s'enrichissaient. Ces vampires accaparaient et accaparent encore les terres seigneuriales, ils asservissent encore et encore les paysans pauvres. » (Staline, 1951, p. 489).

¹⁴ La *commune* est une organisation communiste de travail en milieu rural où tous les membres sont privés de leur propriété propre (la commune n'a rien à avoir avec la communauté rurale russe). Le *sovkhose* est une exploitation agricole d'Etat. L'*Artel* est une forme de coopérative de production où les membres ont une partie des biens en commun et une autre partie en leur propriété propre. Le *TOZ* est une société créée pour le travail en commun des parcelles de terre individuelles.

¹⁵ « Les paysans 'pauvres' (prolétaires et semi-prolétaires) sont devenus dans un très grand nombre de cas des paysans moyens. Ce qui fait que l' 'élément' petit-propriétaire, petit-bourgeois, s'est renforcé. D'autre part, la guerre civile de 1918-1920 a énormément aggravé la ruine du pays, retardé le rétablissement de ses forces productives, a surtout saigné à blanc le prolétariat. A cela sont venues s'ajouter la mauvaise récolte de 1920, la disette de fourrages, les épizooties, ce qui a freiné plus encore le rétablissement des transports et de l'industrie et s'est répercuté, par exemple, sur le transport du bois, notre principal combustible, effectué au moyen des chevaux paysans <...> Pour améliorer la situation des ouvriers, il faut du pain et du combustible <...> On ne peut augmenter la production et la récolte du blé, le stockage et le transport du combustible qu'en améliorant la situation de la paysannerie, qu'en relevant ses forces productives... On ne saurait y parvenir sans apporter de sérieuses modifications à la politique de ravitaillement. Une de ces modifications a été de remplacer les réquisitions par l'impôt en nature, entraînant la liberté du commerce, du moins à l'échelle locale, une fois l'impôt versé <...> L'impôt en nature est une des formes permettant de passer d'un 'communisme de guerre' assez particulier, imposé par l'extrême misère, par la ruine et la guerre, aux échanges socialistes réguliers. Et ces derniers constituent à leur tour une des formes de la transition du socialisme, avec les particularités qu'engendre la prédominance de la petite paysannerie parmi la population, au communisme. Le 'communisme de guerre' avait ceci de particulier que nous prenions pratiquement au paysan tous les excédents et parfois même une partie des produits nécessaires à sa subsistance, pour faire face aux besoins de l'armée et pour nourrir les ouvriers. » (Lénine, Vol. 3, 1968, p. 604-606).

millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc... ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet <...> On regarde la coopération <...> du point de vue de la transition à un nouvel état de choses par la voie la plus simple, la plus facile, la plus accessible au paysan. » (Lénine, 1969, pp. 388, 389).

Pour comprendre ces idées de Lénine, elles doivent être restituées dans le contexte historique. A cette époque, la coopération agricole (de crédit, de transformation, d'approvisionnement, de commercialisation) a pris en Russie un développement considérable. Les coopératives paysannes locales s'unissaient en unions à l'échelon provincial et national. Ces unions exerçaient des fonctions régulatrices pour les coopératives membres et à travers elles pour les exploitations paysannes, à partir des demandes, y compris celles du commerce extérieur. Apparemment, ce n'est pas par hasard que Lénine ne mentionne pas ici les idées populaires dans les cercles bolcheviques de la nécessité de la transition vers les grandes exploitations collectives, car il pouvait voir l'échec de fait des tentatives de création de communes, des artels et d'autres types d'agriculture collectiviste, et la répugnance de la paysannerie russe de l'époque envers les formes collectivistes d'exploitations agricoles. Par contre, il pouvait voir les succès de la coopération classique agricole qu'il avait ridiculisée et condamnée dans tous ses précédents ouvrages consacrés à la question agraire. On peut même parler probablement de la constatation indirecte par Lénine de l'échec de l'idéologie agraire bolchevique. Cette constatation n'a pas reçue de suite après la mort de ce dernier.

Après la Révolution d'Octobre de 1917, et surtout avec la NEP, la paysannerie russe a obtenu le système agricole dont elle revait. Elle a reçu pratiquement toutes les terres agricoles du pays. La communauté rurale vivait sa renaissance. Le régime agraire qui existait en Russie entre 1917 et 1927 peut être appelé « communautaire ». La terre était maintenant distribuée entre les foyers paysans, non comme avant suivant le nombre des travailleurs dans la famille, mais suivant le nombre de bouches à nourrir dans la famille. Enfin les paysans russes ont commencé à ne plus avoir faim. Mais pour plusieurs raisons, ce système était un système agricole de subsistance qui ne produisait pas beaucoup d'excédents pour les villes.

4. Collectivisation ou le retour aux origines

Après les révolutions de 1905 et 1917 et la guerre civile, le choc suivant intervenu en Russie fut la collectivisation de l'agriculture. Ce choc était aussi lié au problème de l'approvisionnement alimentaire, mais cette fois non pas pour la majorité de la population du pays, qui à cette époque-là était composée des paysans, mais pour le gouvernement qui voulait forcer l'industrialisation qui provoquait la croissance des villes. Le pouvoir soviétique n'a pas réussi dans le cadre de la NEP à organiser les achats de blé en quantités nécessaires pour faire face aux plans ambitieux de l'industrialisation. Staline explique la nécessité de la collectivisation de ce point de vue dans un entretien avec les étudiants de l'Institut des Professeurs Rouges, le 28 mai 1928, « Sur le front du blé ». Dans cette publication, il indique comme cause des difficultés de l'approvisionnement des villes en blé le caractère « non marchand » des exploitations des paysans moyens (voir Annexe 2). Cela peut s'expliquer par le fait que le paysan moyen après la Révolution d'Octobre est devenu la figure centrale de l'agriculture. Ces paysans, en produisant plus sur leurs exploitations élargies aux dépens des grands propriétaires fonciers, ont consommé plus mais ils n'étaient pas réellement intéressés à maximiser leur production, d'une part ayant peur de tomber dans la catégorie des koulaks, et d'autre part à cause de la différence désavantageuse entre les prix des produits industriels et les prix des produits agricoles. En plus, beaucoup d'exploitations paysannes russes étaient « programmées » culturellement pour rester des exploitations de subsistance¹⁶.

¹⁶ Voir Tchayanov (1990) et Sahlins (1976).

Le système collectiviste soviétique sous sa forme installée et qui perdure pendant plusieurs décennies n'est pas le résultat d'un dessein prédéterminé avec exactitude, mais résulte d'un tâtonnement de Staline. Apparemment, le dessein initial était de mettre en commun tous les biens appartenant aux paysans. Mais, durant la collectivisation, la résistance de la presque totalité des paysans à cette mise en commun de tous les biens était trop forte. En même temps, les besoins pragmatiques de la collectivisation n'exigeaient pas de transformer tous les biens des paysans en biens communaux. Par tâtonnement, Staline a réussi à trouver un modèle¹⁷ (artel - kolkhoze) viable du point de vue de l'exécution des fonctions du kolkhoze envers l'Etat (fourniture presque gratuite des céréales produites sur les champs collectivisés) et restauration de la main-d'œuvre des kolkhoziens sur la base de la conservation d'une partie minimale de leurs exploitations paysannes. A partir de 1935 et jusqu'aux dernières années de l'Union Soviétique, les limites imposées sur la taille des exploitations personnelles des kolkhoziens n'avaient pas changé : la superficie du terrain de l'enclos, y compris la surface bâtie, ne doit pas excéder 0,5 ha ; le cheptel privé ne doit pas excéder une vache et un ou deux veaux, une ou deux truies, 10 ovins, les ruches et la volaille en nombre non limité (la législation¹⁸ de 1935 limitait le nombre de ruches à 20).

Pour la plupart des paysans russes la collectivisation signifiait en ce qui concerne les biens de leurs exploitations la perte des lopins situés dans les champs communautaires mais la conservation des enclos proches de l'habitat et la conservation presque totale de la partie élevage de leurs exploitations¹⁹. Des pâturages et les prés communautaires étaient aussi mis à la disposition des paysans pour nourrir leurs animaux. Contrairement à ce qui est généralement admis, le modèle des kolkhozes n'a pas tué la paysannerie russe mais par contre l'a conservée, et « la fin des paysans » qui a eu lieu en France après la Seconde Guerre Mondiale (Mendras, 1984) ne s'est pas réalisée en Russie. Le kolkhozien restait dans une grande mesure paysan et beaucoup moins salarié [(Mendras, 1995, p. 52), (Kitching, 1998)]. De cette façon, Staline abandonnait l'idée de la prolétarianisation de la paysannerie russe. D'un point de vue pragmatique, il se déchargeait par ce biais de la responsabilité de l'Etat envers les kolkhoziens en ce qui concernait leur subsistance (ce qu'il aurait fallu faire dans le cas de leur prolétarianisation totale).

¹⁷ Dans son article intitulé « Le vertige du succès » publié dans la Pravda le 2 mars 1930, Staline pose la question de savoir quel est le maillon principal dans le système de construction des kolkhozes. Après avoir éliminé le TOZ, puis la commune agricole, il dit : « L'artel est le maillon principal du mouvement kolkhozien parce qu'elle est la forme la plus rationnelle permettant de résoudre le problème des céréales <...> On sait que dans une série de régions de l'U.R.S.S., où la lutte pour l'existence des kolkhozes est loin d'être terminée, et où les artels ne sont pas encore consolidés, des tentatives sont faites pour sauter hors du cadre des artels et s'élancer d'emblée vers la commune agricole <...> Irriter le paysan kolkhozien par la 'collectivisation' des habitations, de tout le bétail laitier, de tout le petit bétail, de la volaille, alors que le problème des céréales n'est pas encore résolu, alors que la forme-artel des kolkhozes n'est pas encore consolidée, n'est-il pas clair qu'une telle 'politique' ne peut être agréable et avantageuse qu'à nos ennemis jurés. » (Staline, 1951, pp. 464-466).

¹⁸ Un des principaux actes législatifs soviétiques concernant l'agriculture fut le statut type du kolkhoze. Ce document a évolué durant la période soviétique en conservant fondamentalement son noyau de base. Le premier « Statut type d'un artel rural », ratifié le 1er mars 1930 par le Comité Exécutif Central et le Conseil Economique de l'URSS, « prenait la valeur d'une loi avec toutes les conséquences qui en découlait » (Kozyr, 1991, p. 12). A partir de ce document, les statuts des kolkhozes devaient se baser strictement sur le texte du « Statut type ». Les traits principaux du système kolkhozien soviétique sont déjà présents dans ce premier « statut type » et seront conservés dans tous les « statuts types » ultérieurs : le kolkhoze est une grande exploitation agricole collective qui fonctionne à l'aide de moyens de production et d'un travail organisé en commun ; il prévoit la pleine socialisation de toutes les terres cultivées (la terre est concédée en jouissance perpétuelle et gratuite au kolkhoze par l'Etat), mais en même temps l'autorisation de l'usage personnel par les kolkhoziens de leurs enclos ; le principe d'une rémunération individuelle du travail suivant la quantité et la qualité des travaux exécutés est également prévu (Kozyr, 1991, p. 13).

¹⁹ Voir en Annexe 3 les caractéristiques de l'exploitation paysanne moyenne russe en 1924/1925.

Du point de vue de la forme, l'exploitation collective (kolkhoze) était considérée comme une coopérative, mais dans la pratique aucun des principes d'une coopérative n'était respecté dans les kolkhozes. Les présidents étaient nommés par les secrétaires régionaux du Parti Communiste, et les décisions étaient prises par les présidents des exploitations collectives et les bureaucrates de district sans tenir compte de l'opinion des membres des exploitations collectives concernées. Le kolkhoze a pris la place de la communauté rurale avec ses deux rôles : mécanisme de survie de ses membres et mécanisme de gestion du domaine et d'accomplissement des obligations envers l'Etat.

La collectivisation a recréé l'institution du domaine. C'est le district administratif, dirigé par le Premier Secrétaire du Parti Communiste du district (« l'homme de service » de l'Etat) qui est devenu le domaine soviétique²⁰. Le Premier Secrétaire du Comité du Parti Communiste d'un district rural était automatiquement le principal décisionnaire des fermes collectives (kolkhozes) et d'Etat (sovkhoze)²¹ de ce district. La date des labours, celle de la moisson, combien de vaches devaient être conservées, quelles techniques utiliser : voilà quelques exemples des décisions prises par la personne qui occupait une telle position. Il communiquait toutes ses décisions aux présidents des exploitations collectives et aux directeurs des exploitations d'Etat.

La collectivisation a bien sûr provoqué beaucoup de résistance et fait beaucoup de victimes, mais sous cette forme, elle ne représentait pas quelque chose d'entièrement nouveau pour les paysans russes par rapport au système existant avant 1861 (servage), système dont on peut dire qu'il avait dans une version atténuée survécu jusqu'en 1917. Du point de vue institutionnel, le système des kolkhozes et le système du servage surtout dans sa forme initiale domaniale (avant la promulgation de la Charte de la Noblesse) étaient assez proches. L'Etat est le seul propriétaire de la terre. Les paysans soviétiques comme les serfs ne pouvaient pas quitter leurs kolkhozes-communautés. Ils effectuaient les corvées sur les champs des kolkhozes et fournissaient des redevances en nature (oeufs, lait, beurre, viande, laine, etc.) à l'Etat à partir de leurs exploitations personnelles. La figure du seigneur a disparu mais le rôle de l'intendant du domaine (Premier Secrétaire du Parti Communiste du district) a énormément augmenté car il est devenu le représentant du « seigneur supérieur », c'est-à-dire de l'Etat. Le président du kolkhoze effectuait des fonctions analogues à celles des chefs des communautés rurales.

Après la mort de Staline, Khrouchtchev insistait avec beaucoup de force sur la nécessité de l'augmentation du bien-être de la population sur la voie du communisme et sur le rôle particulier de l'agriculture dans ce processus. Dans le Programme du Parti rédigé sous sa direction, il est indiqué que : « Le Parti organise l'augmentation puissante des forces productives de l'agriculture qui permettent de résoudre deux problèmes étroitement liés entre eux : a) atteindre l'abondance des produits alimentaires de haute qualité pour la population et des matières premières pour l'industrie ; b) assurer une transition graduelle de la campagne soviétique vers les relations

²⁰ L'idée de la nécessité de l'engagement direct du Parti dans la direction des kolkhozes était exprimée par Staline dans son discours prononcé à l'Assemblée Plénière Commune du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle du Parti (Bolchevik) de l'U.R.S.S. le 11 janvier 1933 sur « Le travail à la campagne » : « <...> le gros de la responsabilité pour la conduite de l'exploitation s'est déplacé aujourd'hui, passant de chaque paysan, pris isolément, à la direction du kolkhoze, au noyau dirigeant. Maintenant le soin de l'exploitation et la gestion rationnelle, les paysans l'exigent non d'eux-mêmes, mais de la direction du kolkhoze, ou plus exactement, ils l'exigent non pas tant d'eux-mêmes que de cette direction. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que le Parti aujourd'hui ne peut plus se borner à des actes isolés d'intervention dans le processus du développement agricole. Il doit aujourd'hui prendre en main la direction des kolkhozes, assumer la responsabilité du travail et aider les kolkhoziens à mener en avant leur entreprise, sur la base des données de la science et de la technique <...> le régime des kolkhozes ne diminue pas, mais augmente les préoccupations et la responsabilité du Parti et du gouvernement pour le développement de l'agriculture <...> le Parti, s'il veut diriger le mouvement kolkhozien, doit entrer dans tous les détails de la vie des kolkhozes et de leur direction <...> le Parti doit, non pas diminuer, mais multiplier ses liens avec les kolkhozes, il doit savoir tout ce qui s'y passe, pour venir en aide aux kolkhozes en temps voulu et prévenir les dangers qui les menacent. » (Staline, 1951, pp. 604,605).

²¹ A partir des années 1960, il n'y avait plus beaucoup de différence entre exploitations collectives (kolkhoze) et exploitations d'Etat (sovkhoze).

sociales communistes et liquider essentiellement les différences entre la ville et la campagne. » (Programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique, 1962, pp. 75,76).

La principale idée de la politique agraire de Khrouchtchev était l'augmentation considérable des investissements dans l'agriculture. La conséquence immédiate de l'idée de l'augmentation des investissements dans l'agriculture dans le cadre du système agraire soviétique conçu par Staline, fut l'augmentation de l'implication des dirigeants du Parti dans la gestion directe de l'agriculture. Au départ, les kolkhozes n'étaient pas très grands et chaque kolkhoze correspondait plus ou moins au territoire attaché à un village, c'est-à-dire situé sur les terres des anciennes communautés. Avec la croissance de la quantité d'informations traitées et le nombre de décisions à prendre par le Premier Secrétaire du district rural, il est apparu la nécessité de réduire le nombre des exploitations collectives et en corollaire, leur agrandissement. Afin de communiquer ces décisions et de recevoir les réactions à celles-ci journalièrement, le Premier Secrétaire du district avait besoin de traiter avec un nombre limité de dirigeants d'exploitations. Ceci signifie que le nombre d'exploitations dans un district devait être inférieur au seuil déterminé par la capacité de communication humaine. C'était habituellement entre 10 et 20. Ainsi, la taille moyenne des exploitations collectives et des exploitations d'Etat fut déterminée par la taille du district et le seuil mentionné ci-dessus²². A l'époque post-stalinienne, les kolkhoziens ont commencé à toucher des salaires. Le rôle de l'institution de l'exploitation paysanne (appelée exploitation personnelle auxiliaire) a diminué mais restait toujours important. La survie de la population rurale s'est effectuée sur la base de la symbiose des exploitations personnelles auxiliaires avec le kolkhoze, les premières parasitant le second²³. Le système des kolkhozes/sovkhozes durant les années du pouvoir soviétique s'est enraciné profondément dans la pratique et la conscience des habitants du village.

C'est à partir de l'époque de Khrouchtchev que l'Union Soviétique devient un des plus grands importateurs de blé. Les importations de blé (dont une partie importante devait être consacrée à l'alimentation du bétail) étaient une autre idée de la politique agroalimentaire de la période post-stalinienne. La nécessité de ces importations n'était pas dictée par la diminution de la production de blé (la production moyenne annuelle augmentait), mais par l'augmentation de la consommation surtout en milieu rural. « Le niveau d'avant-guerre²⁴ de l'alimentation dans les familles des kolkhoziens en ce qui concerne les produits très caloriques était considérablement dépassé déjà au milieu des années 1950 <...> Dans les familles d'ouvriers, le niveau de la consommation était considérablement plus élevé. » (Zélénin, 1999, p. 96). En 1963, Khrouchtchev a expliqué durant une réunion du Comité Central du Parti sa décision d'acheter

²² Les statistiques du nombre d'exploitations dans les districts administratifs soviétiques confirment cette hypothèse :

1988	Nombre de districts	Nombre de kolkhozes	Nombre de sovkhozes	Nombre moyen de kolkh/sovkh dans un district	Taille moyenne (ha) d'un kolkh/sovkh
URSS	3193	27300	23300	15,8	11017,8
Russie	1839	12200	12800	13,6	8700

Source : Goskomstat

²³ La nature des relations entre le kolkhoze et l'exploitation personnelle auxiliaire est depuis longtemps bien étudiée: « Un kolkhozien qui a, comme c'est le cas au Kouban, une vache, deux jeunes bovins, une truie, six porcelets et une cinquantaine de poules, n'utilise pas seulement une parcelle de 0,25 hectare, mais aussi la surface nécessaire pour nourrir les animaux puisque les aliments du bétail lui sont fournis en nature par le kolkhoze. On peut dire que son exploitation couvre effectivement de 3 à 6 hectares suivant la qualité du sol. On retrouve tout à fait la consistance des petites exploitations de subsistance en France. » (Chombart de Lauwe, 1961, pp.140,141).

²⁴ D'avant 1941.

9,4 millions de tonnes de blé (10% de la production intérieure) à l'étranger de la façon suivante : « Il se trouve probablement des personnes qui réfléchissent à la question : comment cela peut-il se faire ? Avant, avec une production de blé moins élevée, nous vendions du blé, et maintenant nous en achetons. Que peut-on leur dire ? Si l'on agit dans le domaine de l'approvisionnement en blé de la population selon les méthodes de Staline – Molotov, alors cette année encore nous pourrions vendre du blé à l'étranger. La méthode était la suivante : on vendait du blé à l'étranger, et en même temps dans certaines régions, les gens étaient affamés et même mourraient du fait du manque de blé (comme en 1947). » (cité par Zélénin, 1999, p. 92). C'était un tournant radical dans l'idéologie soviétique.

Initialement, les kolkhozes ont été créés avec pour objectif d'augmenter la quantité de blé transmise à l'Etat sans nécessairement augmenter la production globale. Si, avant la mort de Staline en 1953, les ressources puisées dans l'agriculture étaient utilisées pour l'industrialisation et la militarisation du pays, à partir des années 1960 c'est au contraire l'agriculture qui recevait des aides financières très élevées sous forme de subventions directes, d'investissements non remboursables et de crédits (les exploitations collectives recevaient des crédits automatiques pour couvrir leurs dépenses, lesquels n'étaient jamais remboursés et les dettes étaient effacées tous les dix ans). A la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'économie soviétique se trouvait dans une situation désastreuse (les pénuries devenaient énormes ; la dépendance alimentaire du pays atteignait un niveau très élevé ; la dette extérieure augmentait ; le déficit budgétaire était important ; une inflation inconnue auparavant voyait le jour).

5. Réforme agraire libérale de la fin du 20^{me} siècle

« En juillet 1990, les chefs d'Etat des sept pays industrialisés réunis au sommet de Houston demandent au FMI de réaliser une étude sur la situation de l'économie soviétique en collaboration avec les autres organisations financières internationales (Banque Mondiale, OCDE et BERD). » (Lenain P., 1996, p.64) Cette étude (FMI, Banque Mondiale, OCDE, BERD., Février 1991) contenait le premier programme de la réforme économique libérale en U.R.S.S.

Le 6 - 8 novembre 1991, le gouvernement de Gaïdar²⁵ a été nommé par le Président Eltsine. Tout de suite après cette nomination, un groupe de conseillers étrangers, sous la direction de Jeffrey Sachs, est arrivé à Moscou. (Aslund, 1995, p.35) Le 2 janvier 1992, la libéralisation des prix était introduite. D'autres mesures de politique économique ultra libérales (rapides et massives privatisations et libéralisation du commerce extérieur – dépassant parfois celle des pays occidentaux, désengagement presque total de l'Etat des grands secteurs de l'économie) ne tardaient pas à être prises²⁶. Les réformateurs ne s'inquiétaient pas beaucoup de l'absence de cadre institutionnel adéquat en Russie pour l'économie de marché car ils pensaient que les transactions sur le marché se passent de la façon spontanée. « La méthode fondamentale du

²⁵ Voir Annexe 4 avec un témoignage du Premier Ministre Gaïdar à propos de la dépendance alimentaire de la Russie.

²⁶ "Au départ, M. Gaïdar ne prévoyait même pas la libéralisation à grande échelle ni la stabilisation avant l'introduction en Russie de sa propre devise indépendante pour laquelle à son avis il faudrait au minimum 10 mois pour la préparation technique. Dans un document non-officiel de travail préparé par l'équipe de M. Gaïdar, des programmes de stabilisation et de libéralisation graduelle ont été proposés à exécuter sur une durée d'un an <...> Les conseillers étrangers ont insisté sur l'adoption d'un coup massif à porter qui incluait en même temps une libéralisation des prix plus large, une politique monétaire plus dure, une libéralisation du commerce extérieur plus décisive, l'unification immédiate des taux de change, la convertibilité complète des moyens pour les opérations courantes et des efforts plus actifs pour attirer les capitaux étrangers." (Aslund, 1995, p.89) Ces recommandations ont été exprimées lors de la rencontre de Eltsine, Bourboulis et Gaïdar avec sept conseillers économiques étrangers présidés par Jeffrey Sachs le 11 décembre 1991. Jeffrey Sachs a annoncé durant cette rencontre qu'il y avait une possibilité de recevoir chaque année 15 - 20 milliards de dollars en tant qu'aide financière internationale (Aslund, 1995, p.392).

libéralisme ne consiste pas à créer, mais à abolir, c'est-à-dire à écarter tout ce qui menace la liberté individuelle dans son existence et entrave son épanouissement. » (Léontovitch, 1986, p.17)

Les équipes d'économistes inspirées par l'idéologie libérale, ont préparé un ensemble de décrets du Président Eltsine et des résolutions du Gouvernement sur la transformation rapide de l'économie russe en économie de marché. Parmi les documents les plus importants sur la réforme agraire, on peut citer le Décret du Président la Fédération Russe du 27 décembre 1991 « Sur les mesures urgentes de la réalisation de la réforme foncière en RSFSR²⁷ » et la Résolution du Gouvernement la Fédération Russe du 29 décembre 1991 « Sur le règlement de la réorganisation des kolkhozes et des sovkhozes ». Ces actes législatifs étaient fondés sur les recommandations de la Banque Mondiale préparées par une mission de la Banque venue en Russie au mois de novembre 1991: «Establish full rights to own, buy, sell, and mortgage land without any restrictions <...> Put in place clear procedures for allocating land holdings and physical assets of state and collective farms among workers (farmers should be free to select the farm organizations of their choice based on a appropriate information about options). Introduce legislation on farm bankruptcy by mid-1993, and force financially nonviable farms into bankruptcy proceedings or liquidation by the end of 1993. Establish procedures for land auctions <...> Initiate work to transfer governmental and social service functions from state and collective farms to local governments». (The World Bank, 1992, pp.7,8)

Le Décret du 27 décembre 1991 est un excellent exemple de l'application de l'idéologie libérale en général et de sa partie économique moderne de la théorie néoclassique²⁸. Du point de vue de cette théorie, il est suffisant de privatiser la terre et les autres moyens de production, de séparer les entreprises agricoles de l'Etat, de donner le droit à chaque travailleur rural de sortir de son kolkhoze/sovkhoze et de créer sa propre exploitation agricole, de créer les fonds fonciers pour octroyer la terre aux citoyens et aux habitants des autres régions, de donner des droits d'achat et de vente de la terre, de sa mise en gage, d'autoriser les banques à donner des crédits hypothécaires contre nantissement de la terre pour que l'agriculture russe se transforme presque automatiquement en une agriculture composée d'agriculteurs privés efficaces suivant le modèle occidental. A partir de cette théorie, la façon dont est conduite la distribution initiale de la terre et des autres moyens de production n'est pas très importante car le marché ramène vite ces moyens vers le propriétaire efficace qui crée une entreprise de taille optimale. Voilà l'aveu d'un des membres de l'équipe de Gaïdar : « La tâche (de la réforme) était dans la 'déconnexion' juridique formelle de l'entreprise agricole (kolkhoze/sovkhoze) des systèmes publics du financement, de l'écoulement et de l'approvisionnement avec l'espoir que, sous l'influence de l'environnement du marché, elle commencerait à s'adapter à la nouvelle situation en changeant sa structure intérieure et son comportement. » (Gaïdar, 1998, p.580) La dimension communautaire des transformations était totalement ignorée par cette législation. En plus, aucune transformation de l'institution de l'administration de district rural (de son département agricole) n'était pas prévue

²⁷ RSFSR : République Soviétique Fédérative Socialiste Russe

²⁸ Suivant cette théorie (Guerrien, 1989, 1999) l'économie et ses secteurs, y compris l'agriculture, consiste en des agents indépendants : producteurs et consommateurs. Tous ces agents produisent, consomment, achètent et vendent. Les producteurs maximisent leurs bénéfices et les consommateurs maximisent leurs utilités (mesure de satisfaction) dans les conditions de la concurrence qui installe automatiquement les prix d'équilibre. La distribution optimale des ressources sur la base de ces prix est effectuée automatiquement par les forces du marché (« invisible hand »). Voilà pourquoi la distribution initiale « juste » (égalitaire pour la terre et proportionnelle aux salaires gagnés pour le reste) est tout à fait acceptable. Il n'y a pas d'Etat dans cette théorie et beaucoup de partisans de cette théorie pensent que « the less the state, the better ». Des notions comme « institution » en tant qu'ensemble des règles formelles et informelles, « structures sociales » y compris communautaires, « idéologie » comme ensemble d'idées qui très souvent détermine la perception de la réalité et freine ou au contraire stimule l'action particulière ne sont pas utilisées dans la théorie économique néoclassique. Enfin la théorie économique néoclassique est une théorie statique, mais la réalité socio-économique russe a une énorme inertie.

dans la législation de la réforme agraire. Le Décret du Président du 27 décembre 1991 eut un encore plus modeste succès que le Décret du Tsar du 9 novembre 1906.

En même temps, la Banque Mondiale a initié une expérience économique qui devait faire bouger en pratique la réforme agraire. Cette expérience s'est déroulée sous forme d'un projet d'assistance technique sur les privatisations de la terre et la réorganisation des exploitations agricoles menées par l'International Finance Corporation (IFC) de la Banque Mondiale dans la province de Nijni Novgorod. Il visait à la création de plusieurs entreprises agricoles privées sur la base des anciens kolkhozes et sovkhoses de cette province. Une des idées principales de ce projet était les ventes aux enchères virtuelles utilisant les droits conventionnels pour les terres et les biens (IFC, 1995). La Résolution du Gouvernement « Sur la réforme des entreprises agricoles, en prenant en considération l'expérience de la province de Nijni Novgorod » du 28 juillet 1994 prévoyait l'application du modèle de ce projet à toutes les provinces de la Russie. Ce projet a néanmoins échoué et une des principales causes de cet échec est la non prise en considération de la dimension communautaire des kolkhozes/sovkhoses : les exploitations personnelles auxiliaires ne figuraient même pas dans ce projet.

La réforme agraire était orientée vers l'institution d'exploitations agricoles privées de type familial. Les espoirs des réformateurs à propos de l'expansion en Russie de cette institution ne se sont pas réalisés²⁹. Les auteurs de la réforme ne se posaient pas la question de savoir d'où apparaîtraient ces paysans propriétaires, ces propriétaires fonciers privés, de quelles couches sociales viendraient-ils ? A leur avis, il fallait donner la terre aux villageois et aux citadins gratuitement ou contre paiement, et une nombreuse classe moyenne de propriétaires fonciers se créerait toute seule. Pendant ces dix dernières années presque rien n'était fait à l'échelle nationale dans le domaine de la formation de futur agriculteurs privés. En effet le système d'éducation agricole en Russie est toujours orienté vers la reproduction de l'ancien système agricole de type soviétique.

Huit ans après le démarrage de la création de masse d'exploitations agricoles privées en Russie, la réalité de la plupart de ces exploitations recouvre des champs abandonnés et des ruines assez rapides³⁰. Dans les conditions de la criminalisation sur une grande échelle des transactions économiques, seuls les agriculteurs privés faisant partie de réseaux d'affaires et – ce qui est même plus important – faisant partie de réseaux administratifs, ont pu survivre. Ces agriculteurs privés étaient essentiellement les anciens chefs et certains cadres des kolkhozes/sovkhoses. L'efficacité des exploitations de ces derniers est sans aucune comparaison supérieure à l'efficacité des exploitations collectives, même celles à propos desquelles on dit qu'elles

²⁹ « Les exploitations privées de type familial continuent de susciter peu d'intérêt. Occupant à peu près 6 pour cent des terres agricoles en Russie en 1997, le secteur des exploitations familiales reste d'une importance assez mineure. Une petite partie seulement des travailleurs agricoles a décidé de créer ses propres fermes, ce qui tient à plusieurs raisons: manque de capitaux, incertitudes législatives, conditions macroéconomiques difficiles, difficultés d'accès à l'information, au crédit et aux marchés, absence de tradition et d'expérience de la pratique individuelle de l'agriculture en Russie » (OCDE, 1998, pp. 18,19). « Il ne fait pas de doutes que la grande détresse dans laquelle est plongée l'agriculture russe résulte avant tout de la façon dont y ont été menées les privatisations. Officiellement, les trois quarts des terres agricoles sont désormais privées, mais, sur ce chiffre, plus de la moitié sont détenues en propriété collective par d'anciens kolkhozes et sovkhoses qui se sont transformés en sociétés par actions ou en coopératives agricoles. Dans la quasi-totalité des cas, le changement s'est arrêté là, les pratiques de gestion et les techniques agricoles étant restées rigoureusement les mêmes que celles employées durant la période soviétique. <...> Mis à part les lopins que cultivent pour leur propre compte citadins et ruraux, et dont la majeure partie de la production va à l'autoconsommation, le secteur privé à proprement parler ne joue donc toujours qu'un rôle mineur dans l'agriculture russe <...> » (Crosnier, 2000, pp. 52 – 53). Voir les données statistiques en Annexe 8.

³⁰ “Despite rapid quantitative growth, the sheer number of private farms does not tell the entire story. Qualitative indicators suggest that the gross number of private farms is misleading. For example, private farms sometimes exist on paper only – the land distributed for private farming remains unused and perhaps the ‘owner’ resides elsewhere. In other cases, even when a farm is functioning only one-half the farm’s land is actually cultivated. Even when private farms do actually exist, many are often little more than subsistence farms” (Wegren, 1996, p.113)

travaillent avec succès.³¹ Le sentiment d'impuissance face à l'interaction directe avec le monde extérieur au kolkhoze/sovkhoze arrêta immédiatement les élans des paysans les plus courageux. En effet, même si le matériel était «donné», où «se procurer» les pièces de rechange et le carburant, les semences et l'engrais, qui contacter pour obtenir le crédit pour les semailles, comment commercialiser les récoltes, et comment organiser tout cela de telle façon que l'on ait pas été trompé ? Le milieu rural russe n'acceptait pas sérieusement la coopération paysanne comme moyen de résoudre à ces problèmes. L'organisation de coopératives paysannes d'approvisionnement, de transformation et de commercialisation³² demandait des habitudes d'auto organisation collective (interactions «à l'horizontale»), ce dont la paysannerie soviétique du kolkhoze/sovkhoze manquait totalement, car elle était habituée à avoir exclusivement des interactions «à la verticale»³³. Le «pieux» comportement des travailleurs ordinaires (ouvriers) des kolkhozes/sovkhozes envers leur chef avait à plusieurs causes, parmi lesquelles, et non des moindres, son accès dans les réseaux permettant l'obtention des ressources pour le fonctionnement de la communauté du kolkhoze/sovkhoze.

Comme au début du 20^{ème} siècle, les paysans russes des années 1990 avaient une attitude négative envers l'achat et la vente de la terre. Les arguments exprimés étaient à peu près les mêmes qu'au début du siècle : « Quelqu'un viendra et achètera nos terres, mais que ferons-nous alors ? ». D'une manière générale, la liquidation du kolkhoze / sovkhoze, et la création sur toutes ses terres (excepté les terres cultivables des enclos attenants aux maisons, des terrains de pâturage et des prés pour le bétail des exploitations personnelles auxiliaires) de quelques exploitations privées orientées vers le profit était très dangereuse pour la survie de la plupart des habitants des villages. Les paysans soutenaient en conséquence la bureaucratie agraire dans sa résistance à la réforme, non seulement par habitude à écouter les autorités, mais encore parce qu'ils « sentaient » ce danger. En effet, ils comprenaient bien qu'en cas de privatisation réelle de l'ensemble du kolkhoze/sovkhoze, les postes de travail dans les exploitations agricoles privées créées sur les terres de ce kolkhoze/sovkhoze ne suffiraient pas pour tous, et l'accès aux ressources de l'ancien kolkhoze/sovkhoze pour le maintien des exploitations personnelles auxiliaires cesserait, sans parler de la cessation de jouissance par les habitants du village des autres services que procurait le kolkhoze/sovkhoze liquidé. Ayant confié les kolkhozes/sovkhozes en propriété égalitaire aux travailleurs et retraités de ceux-ci, les réformateurs n'ont pas pensé en même temps aux sources d'existence de ces derniers après la réalisation de ces réformes. Ayant reçu une arme très forte de résistance aux réformes (propriété des anciens kolkhozes/sovkhozes y compris de leurs terres), les paysans russes utilisent cette arme non comme individus mais comme communautés (pression communautaire). L'offre sur le marché des certificats de propriété des anciens kolkhozes/sovkhozes est impossible dans la pratique car les membres de ces derniers les considèrent comme des « cartes d'adhérent » à la communauté rurale sans laquelle ils ne peuvent pas survivre.

À la fin du 20^{ème} siècle la famille paysanne était beaucoup moins autonome par rapport à la communauté (du kolkhoze/sovkhoze) qu'au début du siècle. Sortir de cette communauté entraînait de beaucoup plus grandes difficultés qu'au début du ce siècle. Au début du 20^{ème}

³¹ Les données statistiques officielles concernant les exploitations agricoles privées montrent leurs résultats assez modestes. Mais ces données ne sont pas vraiment fiables car les agriculteurs privés cachent les volumes réels de leur production, en particulier à cause d'un système fiscal draconien.

³²«Dans les conditions de la transition en Russie, une solution rapide du problème (de l'approvisionnement et de la commercialisation des exploitations agricoles privées) pouvait devenir la coopération agricole (des agriculteurs privés) qui exécuterait des fonctions d'intermédiaire et égaliserait les exploitations familiales dans la concurrence avec les grosses entreprises agricoles. Pourtant la coopération dans le pays ne se développe pratiquement pas en raison de certaines causes socio- psychologiques, économiques et juridiques. »(Gaïdar, 1998, p.580).

³³ Les interactions «à la verticale» sont des interactions entre différents niveaux hiérarchiques, la prise de décisions étant faite «en haut» et leur exécution «en bas» de l'échelle hiérarchique. Les interactions «à l'horizontale» se passent en dehors des structures hiérarchiques ou à un même niveau hiérarchique. Elles supposent des relations de coopération entre tous les participants de l'interaction.

siècle, les terres en usage commun étaient seulement les pâturages et les prés. Les champs labourés étaient cultivés par chaque famille paysanne indépendamment. À la fin du 20^{ème} siècle en Union Soviétique, la famille du kolkhozien ou de l'ouvrier du sovkhoe utilisait son enclos uniquement pour la production de légumes et pommes de terre, et parfois de fruits, le lot de champs en dehors du village n'existait plus. Les revenus du travail dans le kolkhoze / sovkhoe (en argent et en nature) étaient tout à fait comparables en 1992 aux revenus de l'exploitation personnelle auxiliaire³⁴. Pourtant, cette dernière ne pouvait pas subsister sans le kolkhoze/sovkhoe, puisque notamment l'alimentation pour les animaux de l'exploitation personnelle auxiliaire provenait du kolkhoze où la production était mécanisée. L'obtention de cette alimentation était légale ou illégale. La banalisation du vol dans le kolkhoze / sovkhoe est un phénomène universel en Russie³⁵.

Les paysans soviétiques des années 1990 ne dépendaient pas moins du kolkhoze / sovkhoe dans la sphère sociale que dans la sphère économique. Le kolkhoze / sovkhoe construisait les maisons pour les travailleurs, participait au financement des hôpitaux ruraux, des écoles, des jardins d'enfants, assurait le chauffage des maisons des kolkhoziens. Par l'intermédiaire du kolkhoze / sovkhoe, le travailleur rural pouvait recevoir gratuitement ou pour un prix modique des bons d'accès aux maisons du repos, aux sanatoriums, à des voyages touristiques. Le kolkhoze / sovkhoe fournissait souvent une aide financière en cas de naissance, pour les mariages et les obsèques. D'une manière générale, le kolkhoze / sovkhoe servait, et sert toujours, de société d'assurance d'un type original, qui aide ses membres en cas extrême d'importants besoins. Par exemple, il assure d'importantes dépenses pour les obsèques "décentes" des gens solitaires.

Le fait qu'aucune transformation des administrations des districts ruraux et de leurs départements agricoles³⁶ n'ait été prévue par la réforme agraire russe, a converti ces administrations dans les états majors locaux de la résistance à la réforme. Cette résistance était bien organisée et coordonnée par les partis d'opposition de gauche (Parti Communiste et Parti agraire).

Le résultat de la réforme agraire des années 1990 n'est pas la transition vers l'économie de marché mais la transition vers le sous-développement de l'agriculture russe (voir Annexe 5).

6. Régime agraire russe au début du 21^{ème} siècle : sa situation contradictoire et non-durable

Les institutions agraires soviétiques (l'administration du district, les exploitations collectives et les exploitations personnelles auxiliaires) évoluent. Mais cette évolution ne change pas la nature des institutions de type soviétique, et on peut donc parler de l'existence actuelle d'une stabilité institutionnelle établie. Du fait que ces institutions sont incompatibles par essence avec l'économie de marché, cette stabilité est auto-destructive. Les anciens kolkhozes/sovkhoe se dégradent notamment du fait du non-remplacement du matériel hérité de la période soviétique

³⁴ *Taux des revenus des ménages de kolkhoziens en provenance de leurs exploitations personnelles auxiliaires %*

1970*	1980*	1980	1985*	1985	1990	1991	1992
35.1	27.5	25.1	26.2	21.8	21.5	30.0	41.6

*Source: Fédération russe en 1992, Economie de l'URSS en 1988, Goscomstat. *données pour l'URSS*

³⁵ « Estimates indicate that 5 – 7 percent of all grain, 15 – 20 percent of potatoes, 20 – 22 percent of all vegetables and 15 percent of hay are stolen. Moreover, 95 percent of these thefts are committed by employees of the enterprises or by local persons <...>” (Zeddies, 2000, p.781) Apparemment les estimations concernant les céréales sont sous-estimées.

³⁶ Dans les pays baltes, les départements agricoles des administrations des districts soviétiques étaient transformés dans des services de conseil pour les agriculteurs.

(voir Annexe 6), en se transformant en unités de subsistance orientées uniquement vers le soutien des exploitations personnelles des membres de la communauté³⁷. Ces dernières commencent déjà à diminuer leur production d'élevage (voir Annexe 7) du fait de la dégradation des anciens kolkhozes dont elles dépendent profondément. La nouvelle administration du district a pris le relais de l'administration soviétique en exécutant les fonctions du contrôle et de la distribution des ressources³⁸ auprès des exploitations collectives rebaptisées, et ne peut pas arrêter, quand elle ne la renforce pas, la dégradation de l'agriculture.

L'incompatibilité des institutions agraires russes actuelles avec l'économie de marché provient de l'inefficacité économique des exploitations collectives et du vol et de la corruption universels comme traits inhérents à l'actuel régime agraire russe.

L'inefficacité économique des exploitations collectives était évidente dans la période soviétique alors que ces exploitations étaient plongées dans un environnement qui leur était favorable et adéquate, avec le contrôle par l'Etat, l'approvisionnement d'intrants et l'écoulement des produits par celui-ci. Dans la période sociétiqu, les exploitations collectives étaient des exploitations à faibles rendements et/ou à hauts coûts de production mais toutes les pertes des exploitations étaient couvertes par l'Etat. Maintenant que l'Etat n'est plus l'unique propriétaire de toutes les branches de l'économie russe, il ne peut ni ne veut plus le faire. Les faibles revenus des citadins et la présence sur le marché de produits alimentaires importés bon marché ne permettent pas aux prix agricoles à la production de monter. En conséquence, les exploitations collectives sont condamnées à être non rentables. Il résulte de cette non-rentabilité une dégradation des matériels agricoles. Celle-ci crée une situation dans laquelle l'exploitation collective n'est capable que de produire le minimum pour approvisionner en fourrage les exploitations des ménages. De cette façon, c'est le secteur agricole dans son ensemble qui s'oriente vers l'économie de subsistance.

Durant la période soviétique, les trois principales institutions du système agricole existant (exploitations collectives, exploitations des ménages et administrations régionales) avaient une interaction cohérente entre elles. Dans la Russie d'avant la réforme, les ruraux vivaient dans une grande mesure à partir de la production de leurs exploitations de subsistance. Le bétail et les animaux de basse-cour des exploitations des ménages étaient nourris avec le fourrage produit dans les exploitations collectives. Les exploitations collectives étaient obligées de suivre leur « premier commandement » : « remettre le blé (et les autres produits) à l'Etat ». Le propriétaire des exploitations collectives était l'Etat et les autorités régionales en tant que représentant de l'Etat dans le région contrôlaient dans toute la mesure de leur possible le fonctionnement des exploitations. Les décisions clés concernant les exploitations étaient prises non pas dans les exploitations mais à l'échelon régional (du district) par les bureaucrates du Parti Communiste.

³⁷ Le sociologue Henry Mendras avait prévu il y a 25 ans une transformation des exploitations collectives soviétiques en producteurs de fourrage pour les animaux des exploitations des ménages dans le cas du transfert du pouvoir de décisions à leurs membres : « Aujourd'hui (1976) le kolkhoze comporte une exploitation collective fréquemment consacrée à la culture des céréales facilement mécanisables <...> tandis que les lopins individuels des kolkhoziens sont spécialisés dans les cultures maraîchères et arboricoles et dans l'élevage <...> Si la coopérative est gérée par l'assemblée de ses membres, une tendance naturelle se manifesterà chez ces derniers d'utiliser l'exploitation collective au profit de leurs cultures et de leurs élevages individuels, et notamment de nourrir leur bétail avec des céréales détournées de la production commune <...> » (Mendras, 1995, p. 54)

³⁸ La pratique la plus répandue de cette distribution est l'octroi avant les semailles et avant les moissons de crédits en nature (principalement en carburant et en pièces détachées) aux exploitations collectives de la part des administrations régionales contre remboursement après les récoltes sous forme de céréales à livrer à des « fonds régionaux ». « Le principal défaut du crédit en nature qui a amené la prédominance des échanges de troc sur les marchés agraires est l'exigence du paiement des ressources empruntées sous forme de livraisons de produits agricoles à des fonds régionaux. N'ayant pas les moyens d'acheter des approvisionnements saisonniers, les exploitations collectives sont forcées d'accepter ces conditions. Il en résulte qu'une partie importante des produits va dans les fonds régionaux à des prix extrêmement désavantageux pour l'agriculture (plus bas que ceux du marché) <...> L'objectif réel (caché) de ces fonds régionaux est le suivant : les céréales achetées à bas prix (en échange des approvisionnements) deviennent la source de rentrées financières pour les administrations régionales. » (Serova et Khranova, 2000, p.50)

Mais en même temps, les autorités régionales organisaient les approvisionnements d'intrants pour les exploitations et l'écoulement des produits de celles-ci. Les autorités à tous les niveaux étaient responsables vis-à-vis de leurs supérieurs des résultats du fonctionnement des exploitations. Le vol et la corruption existaient à cette époque, mais ils ne pouvaient pas dépasser un certain seuil du fait de l'existence de puissants systèmes de contrôle hiérarchique.

La situation a radicalement changé avec le début de la « transition » de la Russie vers l'économie de marché. Le Parti Communiste, en tant que noyau dirigeant de la société et de l'économie russe, a disparu. En même temps, toutes les exploitations collectives ou d'Etat ont été formellement « privatisées ». L'Etat soviétique était un mauvais propriétaire des exploitations agricoles, mais au début de la « transition », les exploitations collectives furent laissées sans aucun propriétaire. En même temps, ces exploitations furent plongées dans l'environnement de l'économie de marché qui leur était non favorable et inadéquate. Les négociants privés, les agriculteurs privés, les propriétaires des exploitations personnelles auxiliaires, profitèrent de l'absence de réel propriétaire des exploitations collectives. Les négociants privés achètent les produits de la ferme collective à un prix plus bas que celui du marché, en corrompant le directeur de la ferme. Les agriculteurs privés « achètent » pour une bouteille de vodka le carburant au conducteur de tracteur de l'exploitation collective. Les pratiques existant durant la période soviétique de vol du fourrage pour les animaux des exploitations des ménages (exploitations personnelles auxiliaires) sur les exploitations collectives ou d'Etat se répandirent sur une échelle encore plus grande qu'auparavant. Les autorités régionales (du district et de la province) ne sont plus responsables vis-à-vis de leurs supérieurs des résultats du fonctionnement des exploitations. Elles profitent également de cette situation et de l'absence de vrai propriétaire des exploitations collectives pour s'enrichir personnellement par le biais de la corruption à grande échelle. Elles reçoivent des pots-de-vin de la part des sociétés privées et forcent les exploitations collectives à accepter des conditions non rentables d'approvisionnement des intrants et d'écoulement des produits. De cette façon, les trois principales institutions du système agricole existant actuellement – exploitations collectives rebaptisées, exploitations des ménages et administrations régionales (du district et de la province) – sont impliquées dans des activités illicites qui détruisent l'agriculture russe.

Au début du 21^{ème} siècle, comme au début du siècle passé, le spectre idéologique agraire russe est large. La droite prône le droit à la propriété privée de la terre sans entrave et ne se préoccupe pas des formes des entreprises existantes en espérant que le marché fasse tout, tout seul. La gauche prévoit le retour à la propriété de la terre d'Etat ou au moins l'interdiction de l'achat, de la vente ou de la mise en gage des terres agricoles. Elle considère les anciens kolkhozes/sovkhos comme une forme toujours adéquate pour l'agriculture russe, ainsi que le retour aux pratiques soviétiques de leur subvention par l'Etat. Les spectres idéologiques au début du siècle passé et au début du siècle actuel sont similaires et différents à la fois. Le centre est toujours incliné vers la gauche, mais actuellement la population rurale partage l'idéologie de la classe dirigeante agraire (la bureaucratie agraire), alors qu'au début du siècle dernier, la population était idéologiquement opposée à la classe dirigeante agraire (les propriétaires terriens). A l'heure actuelle, on peut parler de l'idéologie agraire dominante dont les valeurs et les croyances mythiques sont partagées par la majorité de la population rurale.

L'idéologie agraire dominante a été créée par la bureaucratie agraire sur la base de l'idéologie soviétique des années 1980. C'est la bureaucratie agraire qui a propagé cette idéologie en milieu rural utilisant des réunions dans les exploitations collectives et au niveau de districts. La population rurale a accepté cette idéologie parce qu'elle donnait des explications simples à l'aggravation de sa situation, parce que les villageois étaient habitués à écouter leurs chefs, parce que les paysans avaient peur des changements et parce que cette idéologie était la continuation de l'idéologie soviétique intériorisée déjà par plusieurs générations de Russes. Les plus importantes déclarations de l'idéologie agraire dominante orientée vers le support au système agricole de type soviétique sont les suivantes :

- L'Etat doit contrôler et financer l'agriculture ainsi qu'acheter une grande partie de la production agricole et approvisionner les exploitations d'une grande part de leurs intrants ;
- Les terres agricoles (sauf les lopins à côté des maisons en milieu rural, ainsi que les jardins des citadins) ne peuvent pas être achetées ni vendues, et la circulation des parts foncières à l'intérieur des exploitations collectives doit aussi être limitée ;
- En Occident, la propriété privée de la terre n'est pas importante ; la plupart des agriculteurs sont fermiers, ils louent la terre de l'Etat ;
- Les Russes travaillent collectivement depuis des siècles ; ils sont collectivistes ; ils ne peuvent travailler que dans les exploitations collectives ;
- La forme la plus adaptée des entreprises agricoles en Russie est celle des grandes exploitations appartenant en propriété aux travailleurs ou à l'Etat. Ces grandes exploitations collectives sont potentiellement plus efficaces que les exploitations familiales car elles peuvent utiliser avec plus de succès les réalisations du progrès technologique ;
- En Occident, les exploitations familiales sont en voie de disparition et les grandes fermes corporatives produisent la majorité de la production agricole ;
- Les causes principales de non-profitabilité des exploitations collectives sont la disparité des prix entre les produits industriels et agricoles, et les subventions insuffisantes pour les entreprises agricoles ;
- Toutes les formes d'entreprises agricoles : exploitations collectives sous différentes formes juridiques, exploitations familiales, exploitations personnelles auxiliaires, doivent être égales en droit et doivent obtenir l'aide du gouvernement.

Toutes ces déclarations peuvent être aisément réfutées.

Si l'idéologie agraire dominante représente le début d'un nouveau cycle – idéologie, législation, fonctionnement des institutions – il faut s'attendre sous une certaine forme à un retour au système agraire soviétique avec l'existence perpétuelle du problème alimentaire en Russie. Cette option ne peut pas être exclue car même un des plus importants partis du Centre droit, le parti Iabloko, fonde son programme sur cette option. Mais le scénario le plus probable est la conservation du néfaste équilibre actuel qui entraîne la dégradation assez rapide de l'agriculture russe. Dans ce cas, le régime agraire russe évoluera vers un système communautaire de subsistance, avec toutes les conséquences négatives prévisibles pour l'approvisionnement de la population urbaine. Le changement du régime agraire vers le modèle européen (exploitations familiales avec des infrastructures coopératives, privées et publiques, exerçant leurs transactions sur le marché dans le cadre d'institutions agraires sophistiquées) est peu probable d'une part à cause de la déception de l'opinion publique concernant le fonctionnement des exploitations familiales russes durant ces dix dernières années, et d'autre part du fait de l'orientation de l'éducation agricole russe toujours tournée vers le système kolkhozien.

Quels pourraient être les changements de l'idéologie agraire dominante sous l'influence du gouvernement et du marché ? Dans les années 1990, l'idéologie agraire dominante était fondée sur l'opposition de la bureaucratie agraire envers le pouvoir central. Il y a des signes que cette opposition diminue et a peut-être déjà disparu sous le Président Vladimir Poutine. Dans ce cas, l'idéologie communiste-conservatrice actuelle pourrait être remplacée par une idéologie « libérale-conservatrice ». Sur la base de cette idéologie dans les régions favorables pour l'agriculture, de grandes entreprises agricoles privées (du type « latifundia ») pourraient être créés avec le soutien et la participation de la bureaucratie agraire, tout en préservant les structures communautaires pour assurer la survie de la population rurale.

7. Conclusion

L'évolution des anciens kolkhozes/sovkhozes ne va pas dans la direction de leur transformation en entreprises commerciales fonctionnant de façon durable dans les conditions de l'économie de marché. Chaque année, la plupart de ces exploitations perd graduellement son potentiel de production marchande et se concentre de plus en plus sur la production pour l'autoconsommation. La fin de l'évolution d'une exploitation collective viendra avec l'usure totale du matériel agricole de cette exploitation. Après cela, une (des) entreprise(s) privée(s) peut (peuvent) surgir sur la base de la location des parts foncières de la population locale en échange de l'approvisionnement de celle-ci en produits alimentaires de base (farine et huile) et en fourrage (foin, paille et orge) pour les animaux des exploitations personnelles de cette population. Mais l'institution de baux ruraux n'est pas bien développée en Russie actuellement et ce type de location n'est possible que si les relations formelles soient complétées par des relations de confiance informelles (c'est-à-dire que le fermier doit être du même village, ce qui diminue les chances de ce type de transformation). Si ce type de fermier n'émerge pas, le passage à la production de certains produits alimentaires de base et du fourrage sur la base de traction animale par les exploitations personnelles elles-mêmes est inévitable.

L'évolution des exploitations des ménages est déterminée par le fait que l'exploitation du ménage en milieu rural en Russie d'aujourd'hui est la continuation directe de l'exploitation paysanne russe de subsistance qui caractérisait la vie rurale dans ce pays pendant des siècles. 60 ans de régime soviétique agraire ont influencé très négativement sur la « qualité » de la population rurale et actuellement cette dernière ne veut pas (niveau d'aspirations bas) et ne peut pas (niveau culturel bas) transformer ses exploitations personnelles en des exploitations commerciales orientées vers le marché³⁹. En même temps, la population rurale (27% de la population totale russe) est trop importante pour trouver des sources d'existence en dehors de l'agriculture de subsistance dans un futur prévisible.

L'évolution des départements agricoles des administrations des districts vers des structures de conseil agricole est très lente et ces départements continuent d'exercer des fonctions de contrôle et de distribution de ressources auprès des exploitations agricoles.

Les mesures qu'il faut prendre pour sortir de l'impasse de la réforme agraire en Russie doivent concerner ces trois institutions. Leur réforme doit être accompagnée par la transformation profonde de l'éducation agricole russe. Les mesures à mettre en place devraient être basées sur la prise en considération de la dimension communautaire de la réalité rurale russe et sur la compréhension de la nécessité de trouver un substitut au kolkhoze/sovkhoze comme mécanisme de survie de la population villageoise. En créant de nouvelles entreprises sur la base de l'ancien kolkhoze/sovkhoze, il faut séparer les fonctions de support social (la dimension communautaire) et les fonctions de production marchande (la dimension commerciale). Une partie de ces nouvelles entreprises doivent s'occuper exclusivement du soutien social, et les autres pourront être exclusivement tournées vers le profit commercial. Cette séparation est absolument cruciale car ces deux fonctions sont en contradiction l'une avec l'autre. Les entreprises de soutien des communautés rurales peuvent prendre la forme de coopératives de consommation ou la forme d'entreprises municipales. Parmi ces entreprises, celles produisant le fourrage pour les animaux élevés dans les exploitations des ménages doivent jouer un rôle primordial.

Pour chaque village, une coopérative (entreprise municipale) de ce type devrait être créée pour servir les habitants de ce village. Ceux-ci pourront la créer en utilisant partiellement leurs parts foncières et patrimoniales. Si un choix est fait en faveur d'une coopérative, celle-ci sera une coopérative de consommation et non pas de production, c'est-à-dire que la participation dans

³⁹ « <...> les enquêtes montrent que les ménages n'ont pas d'intention d'élargir les ventes des produits des exploitations personnelles auxiliaires. Comme à l'époque soviétique, l'objectif principal des exploitations personnelles auxiliaires reste l'approvisionnement alimentaire de la famille et des parents dans les villes. » (Serova, 1999, p.20)

cette coopérative ne sera pas liée à l'emploi dans celle-ci. Cette participation donnera droit, gratuitement et au prorata de leurs parts, au fourrage produit par celle-ci, ce fourrage étant le produit final de cette coopérative. En cas de création d'une entreprise municipale, la quantité nécessaire des parts foncières et patrimoniales doit être remise par leurs propriétaires à la municipalité. Pour assurer le fonctionnement de la coopérative/entreprise municipale (payer les salaires aux gestionnaires et aux ouvriers agricoles, acheter le matériel, l'essence, les engrais, etc.), celle-ci devra produire également une certaine quantité de produits agricoles, autres que le fourrage, destinée au marché. Les calculs de surfaces agraires et de matériels pour la création d'une telle coopérative doivent garantir la production de fourrage dans les quantités suffisantes pour un nombre minimal d'animaux par habitant permettant la survie des ménages.

Outre la fonction principale de production de fourrage pour les animaux gardés sur les lopins des ménages, la coopérative de consommation / entreprise municipale devra fournir d'autres soutiens de base aux habitants du village (par exemple maintien des pâturages communaux, fourniture de pain, chauffage, service de transport, etc.). On peut considérer le rôle de ces coopératives / entreprises municipales comme la fourniture d'un revenu minimum par habitant. Bien entendu, les productions supplémentaires des exploitations des ménages pourront être approvisionnées à partir d'autres sources payantes. Sur le reste des surfaces non dédiées aux coopératives de consommation / entreprises municipales (le nombre de ces coopératives / entreprises municipales étant égal au nombre de villages existant sur les terres de l'ancienne exploitation collective ou d'Etat), de véritables entreprises agricoles privées pourront être créées. Les calculs pour la zone de steppe indiquaient que une coopérative de consommation /entreprise municipale qui satisfait les besoins minimaux de la communauté (une famille de quatre personnes a une vache, un veau ou une génisse, trois petits cochons et 10 volailles) doit couvrir de 30 à 80% des terres de l'ancien kolkhoze/sovkhoze suivant la qualité des sols et la densité de la population.

Annexe 1. Résumé de l'idéologie de la sociale-démocratie russe avant 1905

Suivant cette idéologie, les réalités sociales sont déterminées par la lutte des classes ; dans la société capitaliste, les classes opposées sont la bourgeoisie et le prolétariat dans les villes et dans les campagnes ; le prolétariat est le « fossoyeur » du capitalisme – dernière société de classes ; en s'organisant politiquement dans le parti ouvrier, le prolétariat mène la lutte contre la bourgeoisie qui aboutira à la révolution socialiste ; la révolution socialiste en Russie suivra les révolutions socialistes à l'Ouest ; après la prise du pouvoir, le prolétariat urbain et rural (le prolétariat urbain ayant un rôle dirigeant) installe sa dictature pour la construction du socialisme ; le socialisme est une société sans classe, sans exploitation (les hommes ne doivent pas vivre du travail des autres) ; le socialisme se basant sur les progrès technologiques obtenus par le capitalisme ouvrira de vastes possibilités de développement des forces productives qui créeront à leur tour la base matérielle du communisme – société d'abondance ayant pour principe que chacun reçoive selon ses besoins ; toutes ces idées sont applicables à la Russie car celle-ci est devenue un pays capitaliste ; le programme de la sociale-démocratie russe dans le domaine agraire doit prévoir d'une part la lutte contre les résidus du féodalisme en ce qui concerne les relations entre les grands propriétaires terriens et les paysans (pour créer d'abord la liberté des relations bourgeoises), et d'autre part attirer le prolétariat rural vers le prolétariat urbain dans une union contre la bourgeoisie des villes et des campagnes.

Annexe 2. Extrait de l'entretien de J. Staline avec les étudiants de l'Institut des Professeurs Rouges, le 28 mai 1928, « Sur le front du blé »

Le tableau ci-dessous indique que «<...> la liquidation de l'économie des grands propriétaires fonciers (grosse exploitation), la réduction de l'économie des koulaks (grosse

exploitation) de plus des deux tiers, et le passage à la petite exploitation paysanne, qui ne fournit au marché que 11% de sa production, - la grande exploitation collective tant soit peu développée (kolkhoze, sovkhoze) faisant défaut dans le domaine de la production du blé, - devaient amener et ont réellement amené une forte réduction de la production de blé marchand par rapport à l'avant-guerre. C'est un fait que nous avons aujourd'hui deux fois moins de blé marchand, encore que nous ayons atteint le chiffre d'avant-guerre pour la production globale du blé. » (Staline, 1951, p. 271).

	Production de blé		Blé marchand		% de blé marchand
	Mln. pouds*	%	Mln. pouds*	%	
Avant la guerre					
Seigneurs	600	12.0	281.6	21.6	47.0
Koulaks	1900	38.0	650.0	50.0	34.0
Paysans moyens/pauvres	2500	50.0	369.0	28.4	14.7
Total	5000	100	1300.6	100	26.0
Après la guerre (en 1926/1927)					
Sovkhozes/kolkhozes	80.0	1.7	37.8	6.0	47.2
Koulaks	617.0	13.0	126.0	20.0	20.0
Paysans moyens/pauvres	4052.0	85.3	166.2	74.0	11.2
Total	4749.0	100	630.0	100	13.3

* poud = unité de poids russe équivalent à 16,38 kg

Annexe 3. L'exploitation paysanne moyenne russe en 1924/1925

	Nombre d'âmes du ménage	Terre agricole (ha)	Terre arable (ha)	Chevaux	Bœufs de trait	Vaches	Bétail total converti en unité adulte
Zone de consommation	6,01	6,5	3,46	0,98	0,00	1,69	3,73
Zone de production	6,10	9,46	7,68	0,92	0,09	1,19	3,51
Caucase du Nord	6,05	10,3	7,35	1,06	0,92	1,64	5,63

Source : Tchayanov A. (sous la direction de), *Bilan de la décennie du pouvoir soviétique en chiffres 1917 – 1927*, p.199

Annexe 4. Un témoignage de la dépendance alimentaire de la Russie

Pour montrer l'acuité du problème alimentaire et de la dépendance de la Russie à la veille de la réforme, on peut citer l'ancien Premier Ministre, Egor Gaïdar, qui écrit dans ses mémoires : « A partir des années 1970, le Gouvernement Soviétique a impliqué le pays dans une triste et humiliante dépendance des importations sur une grande échelle de céréales, qui a pris maintenant (1991-1992) une forme particulièrement dangereuse<...> Au moment de la formation du gouvernement (novembre 1991), l'endettement de l'Union Soviétique en devises librement convertibles était de plus de 83 milliards de dollars. Les paiements du pays en devises convertibles étaient évalués, seulement pour 1992, à 29,4 milliards de dollars, ce qui était en dehors des possibilités du pays. Pour les créanciers officiels rassemblés dans le Club de Paris, il était essentiel à ce moment d'obtenir des nouvelles républiques indépendantes de l'ex-Union Soviétique des obligations pour leurs dettes envers l'Union Soviétique, pour ne pas répéter le précédent bolchevique du refus de payer les dettes du gouvernement tsariste. Depuis le début, il était clair que, en dehors de la Russie, personne ne voulait ni ne pouvait payer ces dettes, ni ne paierait celles-ci. Voilà pourquoi tout le poids de cette responsabilité était mis sur les épaules de

la Russie. Nous avons rejoint les pourparlers au mois de novembre quand les représentants du Club de Paris sont venus à Moscou <...> Les pourparlers avançaient nerveusement, avec des échanges tranchants et brusques. L'Adjoint du Ministre des Finances des Etats-Unis, D. Manford, a menacé que si nous ne signions pas immédiatement un accord déjà élaboré, il arrêterait la fourniture de céréales américains <...> Le plus désagréable résultat de ces pourparlers était le maintien des obligations pour le service de la dette qui étaient trop élevées et par avance irréalisables dans les conditions de 1992. La Russie ne pouvait pas entièrement honorer ces obligations, et cela a remis en question les importations de céréales tandis que même de petites interruptions dans la fourniture de céréales pouvaient avoir de lourdes conséquences. Seule l'arrivée de céréales sans interruption de l'étranger – 3,5 millions de tonnes par mois, ce qui correspondait à la capacité maximale de nos ports – permettait à la Russie de se maintenir jusqu'aux prochaines récoltes. Voilà pourquoi les pourparlers qui se poursuivaient avec les créanciers <...> restaient une tâche extrêmement importante. Mais ce qui était le plus important, c'était que les bateaux chargés de céréales traversent l'océan. Quotidiennement, tôt le matin et tard le soir, l'information m'arrivait sur les bateaux qui étaient en route, sur les bateaux en cours de chargement et le retard de même un ou deux bateaux m'apportait du souci. Des essais de détournement de nos bateaux (c'est arrivé parfois), des pannes de l'équipement portuaire ou des malentendus avec le paiement du fret, tout cela appelait mes soins prioritaires. Beaucoup dépendait du fait selon lequel l'Occident croirait dans le sérieux des réformes russes ; pourrait-il considérer leurs perspectives non du point de vue des calculs comptables, mais du point de la stratégie socio-politique. » (Gaïdar, 1997, vol. 1, p. 317 - 320)

Annexe 5. Transition vers le sous-développement de l'agriculture russe

	1913	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Production de céréales (mln. t.)	50,5	117	89,1	107	99,1	81,3	63,4	69,3	88,6	47,9	54,7
Rendement de céréales (q/ha)	n.c.	19,5	14,4	17,2	16,3	14,4	13,1	14,9	17,8	12,9	14,4
Production de betteraves à sucre (mln. t.)	n.c.	32,3	24,3	25,5	25,5	13,9	19,1	16,2	13,9	10,8	15,2
Rendement betteraves à sucre (q/ha)	n.c.	240	174	178	191	126	188	174	186	153	185
Production de maïs pour ensilage (mln. t.)	n.c.	189	151	150	129	87	89	71	71	46	48
Production de foin (mln. t.)	n.c.	53,9	50,6	43,0	44,6	44,3	37,2	34,4	34,8	26,5	28,4
Cheptel bovin dont vaches (millions de têtes)	33*	58,3	57,0	54,7	52,2	48,9	43,3	39,7	35,1	31,5	28,5
Lait collecté par vache (kg)	17*	20,8	20,5	20,6	20,2	19,8	18,4	17,4	15,9	14,5	13,5
Viandes poids carcasse (mln.t.)	n.c.	2731	2567	2332	2328	2132	2153	2144	2239	2381	2432
	2,6°	10,1	9,4	8,3	7,5	6,8	5,8	5,3	4,9	4,7	4,3

Source : *Agriculture en Russie*, 1998, 2000. *1916, °1917

Annexe 6. Evolution des « entreprises agricoles » (anciens kolkhozes/sovkhozes)

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre (milliers)	24,5	25,8	25,5	26,6	26,9	26,9	26,9	26,9	27,0	27,3	27,3
% de non-profitables	22	3	5	5	10	59	57	79	82	88	54
Engrais minéraux (mln. t.)	9,8	9,9	n.c.	n.c.	4,3	2,1	1,5	1,5	1,5	1,3	1,1
Engrais organiques (mln. t.)	418	389	n.c.	n.c.	241	164	127	107	86	72	69
Tracteurs (milliers)	1425	1366	1344	1291	1243	1148	1052	966	n.c.	857	787
Moisson.-batteuses (milliers)	510	408	394	371	347	317	291	264	n.c.	231	210
Indice de production (1990=100)	-	100	91,0	75,3	68,4	57,4	48,6	43,7	44,7	35,1	37,0
% des terres agricoles nationales	98,4	98,1	91,2	85,2	82,8	82,4	81,7	81,4	80,4	83,7	83,7

Source : *Agriculture en Russie*, 1998, 2000.

Annexe 7. Evolution des « exploitations personnelles auxiliaires »

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre (millions)	16,3	16,3	16,3	16,4	16,0	15,5
Taille moyenne (ha)	0,2	0,36	0,36	0,36	0,4	0,4
Indice de la production végétale %	100	182,1	186,5	187,4	169,0	n.c.
Indice de la production animale %	100	95,0	92,7	90,5	90,0	n.c.

Source : *Agriculture en Russie*, 1998, 2000. *Activité agricole des ménages en Russie*, 1999.

Annexe 8. Evolution des exploitations agricoles privées de type familial

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre (milliers)	49,0	182,8	270,0	279,2	280,1	278,6	274,3	270,2	261,1
Taille moyenne (ha)	42	43	42	43	43	44	48	51	55
% des terres agricoles nationales	3,1	4,6	4,8	5,0	5,2	5,7	6,6	6,9	n.c.
% de la production agr. nationale	1,1	3,1	1,7	1,9	1,9	2,4	2,1	2,5	n.c.

Source : *Agriculture en Russie*, 1998, 2000.

Références

- Activité agricole des ménages en Russie*, Comité d'Etat de la Statistique de la Fédération de la Russie, Moscou, 1999 (en russe).
- Agriculture en Russie, Edition officielle*, Comité d'Etat de la Statistique de la Fédération de la Russie, Moscou, 1998 (en russe).
- Agriculture en Russie, Edition officielle*, Comité d'Etat de la Statistique de la Fédération de la Russie, Moscou, 2000 (en russe).
- Akoun A. et P. Ansart (sous la direction de), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert-Seuil, Paris, 1999.
- Aslund A. (1995), *How Russia Became a Market Economy*, Washington : The Brookings Institution (traduction russe publiée à Moscou en 1996).
- Bartlett R. (sous la direction de), *Land Commune and Peasant Community in Russia. Communal Forms in Imperial and Early Soviet Society*, MacMillan, Landon, 1990.
- Boudon R. et F. Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, PUF, Paris, 1994.
- Chombart de Lauwe J., *Les paysans soviétiques*, Editions du Seuil, Paris, 1961.
- Confino M., *Domaines et seigneurs en Russie vers la fin du 18-e siècle*, Institut d'Etudes Slaves de l'Université de Paris, Paris, 1963.
- Conte F. (sous la direction de), *Les grandes dates de la Russie et de l'U.R.S.S.*, Larousse, Paris, 1994.
- Crosnier M.-A., « Réformes économiques en Russie. Des dérapages à l'embarquée », *Le courrier des pays de l'est*, n°1004, avril 2000, pp.39 – 55.
- Danilov V.P., "La réforme et les révolutions agraires en Russie", dans la traduction russe de Shanin T. (Editor), *Peasants and Peasant Societies*, London : Penguin Books, 1988, publiée à Moscou en 1992, pp. 310 - 321 (en russe).
- Danilov V.P., « The Commune in the Life of the Soviet Countryside before Collectivisation », in (Bartlett, 1990).
- Dufumier M., *Les projets de développement agricole, Manuel d'expertise*, Editions Karthala et CTA, Paris, 1996.
- Fedorov V. (sous la direction de), *La fin du servage en Russie. Documents, lettres, mémoires, articles*, Editions de l'Université de Moscou, 1994 (en russe).
- F.M.I., Banque Mondiale, O.C.D.E., B.E.R.D., *A Study of the Soviet Economy - Volumes 1, 2 et 3*, F.M.I., Banque Mondiale, O.C.D.E., B.E.R.D, Paris, Fevrier 1991.
- Gaïdar E., *Oeuvres, Volumes 1 et 2*, Eurasie, Moscou, 1997 (en russe).
- Gaïdar E. (sous la direction de), *Economie de la période de transition. Essais de la politique économique de la Russie post-communiste 1991 – 1997*, Institut des problèmes de la période de transition, Moscou, 1998. (en russe).
- Gurrien B., *La théorie néo-classique. Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Economica, Paris, 1989.
- Gurrien B., *La théorie économique néoclassique. Volumes 1 et 2*, La Découverte, Paris, 1999.
- Ikonitskaya I.A., *Droit Foncier de la Fédération Russe*, Jurist, Moscou, 1999. (en russe).
- Immonen H., *The agrarian program of the Russian socialist revolutionary party – 1900-1914*, SHS, Helsinki 1988.

- Kasper W. et M. E. Streit, *Institutional Economics, Social Order and Public Policy*, Edward Elgar, Cheltenham, UK, 1998.
- Kitching G., « The Revenge of the Peasant ? The Collapse of Large-Scale Russian Agriculture and the Role of the Peasant 'Private Plot' in that Collapse, 1991-1997 », *The Journal of Peasant Studies*, Vol.26, October 1998, pp.43-81.
- Knutson Ronald D., Penn J.B. et Boehm William T., *Agricultural and Food Policy*, Prentice-Hall, New Jersey, 1983.
- Kozyr M.I., *Précis de droit rural soviétique*, Dott. A. Giuffrè, Editore, Milan, 1991.
- IFC, *Land Privatization and Farm Reorganization in Russia*, IFC of the World Bank, Washington, 1995.
- Lenain P., *Le FMI - Repères*, Editions La Découverte, Paris, 1996.
- Lénine V. , *Oeuvres choisies, en trois volumes*, Editions du Progrès, Moscou, 1968.
- Lénine V., *Problèmes d'organisation de l'économie socialiste*, Editions du Progrès, Moscou, 1969.
- Léontovitch V., *Histoire du libéralisme en Russie*, Fayard, Paris, 1986.
- Mazoyer M., *Rapport de synthèse*, Colloque « Dynamique des systèmes agraires », Paris, 1987.
- Mendras H., *La fin des paysans*, Babel, Paris, 1984.
- Mendras H., *Les sociétés paysannes*, Editions Gallimard, Paris, 1995.
- Miller A., *Essai sur l'Histoire des Institutions Agraires de la Russie Centrale du XVIe au XVIIIe siècles*. Thèse présentée à la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de l'Université de Genève pour l'obtention du grade de Docteur en Sociologie, Marcel Giard, Paris, 1926.
- North D., *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.
- Parti paysan de la Russie. Programme, Statut, Matériaux*. Edition «Eurasie», Moscou, 1996. (en russe).
- Perrie M., *The agrarian policy of the Russian Socialist-Revolutionary Party*, Cambridge University Press, Cambridge, 1976.
- Programme agricole du parti «Iabloko» (projet)* (Elaboré par un groupe de travail sous la direction de S.A.Nikolsky), Moscou, 1999. (en russe).
- Programme du mouvement socio-politique russe NDR, Notre maison – la Russie*, Moscou, 24 avril 1999. (en russe).
- Programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique*, Edition d'Etat de la Littérature Politique, Moscou, 1962. (en russe).
- Quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. (Avril 1906), Protocoles, Edition d'Etat de la Littérature Politique, Moscou, 1959. (en russe).
- Sahlins M., *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Gallimard, Paris, 1976.
- Serova E., « L'influence de la privatisation et de la réorganisation des kolkhozes et sovkhoses sur l'agriculture russe », in *Réorganisation des entreprises agricoles : leur efficacité et leur développement stable. Séminaire à Golitsino, 1-2 octobre 1999*, Moscou, 1999, pp.4 – 35 (en russe).
- Serova E. et Khramova I., « Structures et fonctions des marchés agro-alimentaire en Russie », *Voprosy ekonomiki*, No 7, 2000, pp.45 – 66. (en russe).

- Staline J., *Les questions du léninisme*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1951.
- Tchayanov A. (sous la direction de), *Bilan de la décennie du pouvoir soviétique en chiffres 1917 – 1927*, Département central statistique de l'URSS, Moscou, 1928. (en russe).
- Tchayanov A. *L'organisation de l'économie paysanne*, Librairie du Regard, Paris, 1990.
- Tchernoivanov V.I. (sous la direction de), *La question agraire dans les programmes des partis politiques de la Russie – Documents et matériaux. Du dernier tiers du 19ème siècle jusqu'en Octobre 1917*, GOSNITI, Moscou, 2000 (en russe).
- The World Bank, *Food and Agricultural Policy Reforms in the Former USSR. An Agenda for the Transition*, The World Bank, Washington, 1992.
- Volin L., *A Century of Russian Agriculture, From Alexander II to Krushchev*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1970.
- Wegren S.K., « The Politics of Private Farming in Russia », *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 23, No. 4, 1996, pp.106 – 140.
- Wehrheim P., Frohberg K., Serova E., von Braun J., *Russia's Agro-Food Sector. Towards Truly Functioning Markets*, Kluwer Academic Publishers, Boston, 2000.
- Yefimov V., *Transition of the Russian Agri-food Sector to a Market Economy and the Western Consultancy*. Mémoire de fin d'étude à l'IGIA (Institut de Gestion Internationale Agro-Alimentaire), Cergy-Pontoise, 1993.
- Yefimov V., "Le système agro-alimentaire de type soviétique", *Agriculture et pays d'Europe centrale et orientale*, INRA, Paris, 1995, pp. 16 – 21.
- Yefimov V., "Approche institutionnelle de l'analyse de la transition (le cas de l'agriculture du Nord-Kazakhstan)", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N° 2 (juin), 1997, pp. 99 - 119.
- Yefimov V., *Working paper 2*, EU Tacis Project « Support to the Ministry of Agriculture and Food in Developing Strategies Conducive to Reform » (Project number FD RUS 9802), March 2000.
- Yefimov V., *Working paper 3*, EU Tacis Project « Support to the Ministry of Agriculture and Food in Developing Strategies Conducive to Reform » (Project number FDRUS 9802), September 2000.
- Yefimov V., *Analysis of the implementation of Tacis training and curriculum outputs*, Report of the EU Tacis Project « Strengthening Agricultural Reform through Training » (Project number FDRUS 9702), January 2001.
- Zeddies J., "Organization of Russia's Large Scale Farms", in (Wehrheim P., Frohberg K., Serova E., von Braun J., 2000), pp. 471 – 494.
- Zélénin I.E., « Page caractéristique de l'histoire agraire de la Russie (comment le problème des céréales a essayé d'être résolu sous N.S. Khrouchtchev) », in *Où va la Russie ? Crise des systèmes institutionnels : siècle, décennie, année*, Logos, Moscou, 1999, pp. 90-97 (en russe).